

LA PRESSE



ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE
PIB, CHEERIOS ET DÉFICIT
PAGES 9 À 11



GRANDE ENTREVUE
L'AMBITION
QUÉBÉCOISE
DE LA
BANQUE TD
PAGE 7

Christine Marchildon

AFFAIRES



FINANCES PERSONNELLES
Des conseils pour vos finances?
affaires.lapresse.ca/perso

<p>↑ S&P TSX 12 300,30 +0,07 (+0,00%)</p>	<p>↓ S&P 500 1411,94 -1,03 (-0,07%)</p>	<p>↑ DOW JONES 13 107,21 +3,53 (+0,03%)</p>	<p>↑ PÉTROLE 86,28 \$US +0,23 \$US (+0,27%)</p>	<p>↓ DOLLAR 100,20 -0,41 ¢US</p>
--------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------

UBISOFT

AC3

SIX MOIS À TRAQUER L'ASSASSIN

UN REPORTAGE DE VINCENT
BROUSSEAU-POULIOT
PAGES 2 À 5

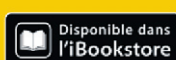


Le producteur exécutif François Pelland, le producteur associé Philippe Ducharme, le directeur créatif Alex Hutchinson et le producteur associé Julien Laferrière

PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE/ PHOTO DU JEU FOURNIE PAR UBISOFT

« La solution iPad des Éditions Grand Duc est très pratique et très conviviale pour mes élèves. » *Sean Penner, Collège de Montréal*

Nos manuels vous attendent sur l'iBookstore.



GRAND DUC, PREMIER ÉDITEUR DE DOCUMENTS SCOLAIRES NUMÉRIQUES

GrandDucEnLigne.com | 1.800.567.3671



Du primaire au secondaire
Romans, manuels et cahiers
d'exercices pour iPad

⌘ | Grand Duc en ligne

UBISOFT

ASSASSIN'S CREED 3

LA NAISSANCE



C'est le jeu vidéo d'Ubisoft le plus attendu en 2012, le plus grand mandat de l'histoire du studio montréalais, le plus gros jeu jamais produit au Québec, point final. *Assassin's Creed 3*, qui sortira mardi, est le fruit de trois ans de travail au studio d'Ubisoft dans le Mile End. *La Presse* a suivi dans les coulisses l'équipe d'*Assassin's Creed 3* au cours des six derniers mois. Une incursion qui permet de découvrir les Montréalais qui ont conçu l'une des franchises de jeu vidéo les plus populaires du monde.



Yanniss Mallat
PDG Ubisoft Montréal

2002-2009



Alex Hutchinson
Directeur créatif

JANVIER 2010

JUSQU'À
50
EMPLOYÉS
(30 À MONTRÉAL)

DÉCEMBRE 2010

DATE

ÉTAPES

- Conception
- Préproduction
- Production
- Lancement



Siège social d'Ubisoft
Montréal, situé dans
le Mile End

1 LA GENÈSE

En 2002, l'équipe d'Ubisoft Montréal planche sur un nouveau moteur de jeu pour la suite de *Prince of Persia*. « Le résultat a été tellement costaud qu'on a décidé que ce serait une franchise en elle-même », dit Yanniss Mallat, à l'époque producteur de *Prince of Persia* et aujourd'hui PDG d'Ubisoft Montréal. Ainsi est né *Assassin's Creed*, dont les trois premiers jeux sont lancés en 2007 (*Assassin's Creed*), 2009 (*Assassin's Creed II*) et 2010 (*Assassin's Creed: Brotherhood*). Fin 2009, Ubisoft met sur pied deux équipes d'AC. L'une pour *Assassin's Creed: Revelations*, conçu sur le moteur de jeu disponible à l'époque et lancé en novembre 2011. L'autre pour AC 3, conçu avec le nouveau moteur de recherche Anvil Next et lancé mardi prochain.

2 LA CONCEPTION

En janvier 2010, Ubisoft repêche Alex Hutchinson chez Electronic Arts à Montréal pour en faire le directeur créatif et le premier employé de l'équipe AC 3. L'Australien de 36 ans travaille sous la supervision du directeur créatif des deux premiers opus de la série, Patrice Désilets, maintenant directeur créatif de la marque. En mai 2010, Patrice Désilets passe chez le concurrent THQ. Comme directeur créatif, Alex Hutchinson est responsable de l'histoire, des personnages et de la trame narrative. Pour compléter la direction bicéphale d'AC 3, Ubisoft engage en mars le producteur exécutif François Pelland, aussi repêché chez EA Montréal. Durant l'année 2010, l'équipe bossa sur le scénario, les personnages, le plan d'affaires, les missions et le moteur de jeu Anvil Next dans le but de convaincre Ubisoft d'investir plusieurs dizaines de millions dans le projet. « Comme une *start-up* qui cherche du financement », dit François Pelland.

3 LE COUP DE DÉPART

Après un an de préparation, c'est le moment de vérité : une démo de quatre minutes — une bande-annonce comme au cinéma, pas un jeu vidéo interactif — au siège social à Paris. Au terme de cette réunion de 1 h 30 surnommée le *kickoff meeting*, le PDG Yves Guillemot et le reste de la haute direction d'Ubisoft regardent la démo deux ou trois fois et passe en revue le budget et le plan de production. Comme prévu, Paris donne son OK. Après tout, *Assassin's Creed* est l'une des franchises les plus rentables d'Ubisoft, une entreprise inscrite à la Bourse de Paris qui rend chaque trimestre des comptes à ses actionnaires, dont Investissement Québec, qui détient 4,5% des actions depuis l'été 2010.

D'UN ASSASSIN

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Le 19 juillet 2012. Le soleil plombe sur Montréal. Une soirée d'été comme les Montréalais les aiment.

Sur le toit du studio d'Ubisoft dans le Mile End, l'action ne manque pas: quelques centaines de personnes prennent du soleil en cassant la croûte aux frais de leur employeur. Mais le moment de détente sera de courte durée: les employés d'Ubisoft n'ont pas la tête à la fête, mais bien à *Assassin's Creed* (AC pour les intimes), l'une des franchises les plus populaires d'Ubisoft et celle qui a fait la renommée mondiale de son studio montréalais. Pour sortir le prochain jeu (AC 3) à temps, les 250 employés d'Ubisoft Montréal passeront leur été enfermés dans le studio du Mile End. «C'est une *Dream Team*, une équipe soudée sans gros ego. Plusieurs de ces gars travaillent sur des AC depuis des années. C'est une équipe qui se fait confiance et qui aime prendre des risques», dit François Pelland, producteur exécutif du jeu.

Après avoir englouti le repas du traiteur, tout ce beau monde troque le soleil plombant contre la pénombre des salles de programmation. Ce soir, comme tous les soirs ces temps-ci, François Pelland éteint son ordinateur un peu après minuit. «Avec le trafic sur le pont Jacques-Cartier, j'étais chez moi à 1h30 du matin hier», dit ce père de trois jeunes enfants. Et de retour au bureau à 8h30 du matin. Une routine d'enfer qu'il conserve 13 jours sur 14 cet été. «Il faut qu'on donne un coup, car on est dans la dernière ligne droite», dit le gestionnaire de 36 ans. Le dernier sprint d'un projet valant de 40 à 65 millions dollars, un budget qui ferait rêver n'importe quel producteur de cinéma au pays.



L'Amérique comme terrain de jeu

«History Is Our Playground». Traduction: l'histoire est notre terrain

de jeu. La devise de la série *Assassin's Creed* traduit bien son essence: un jeu d'aventure à grand déploiement pour les passionnés d'histoire.

Durant les quatre premiers jeux, le héros Desmond Miles (qui se transporte dans la peau de ses ancêtres Assassins) a parcouru l'Europe et le Moyen-Orient durant les croisades et la Renaissance. Cette fois-ci, l'action se déroule aux États-Unis durant la guerre d'Indépendance, en 1777. Un défi supplémentaire, car cette époque de l'histoire américaine est connue dans les moindres détails. «Les risques d'inexactitude historique sont plus grands», dit Maxime Durand, recruté par Ubisoft après son bac en histoire à l'Université de Montréal. «Durant les croisades, vous pouvez remplir les trous blancs, mais pas avec l'histoire des États-Unis», dit Matt Turner, l'un des cinq scénaristes qui travaillent sous la supervision du directeur créatif Alex Hutchinson.

Aucun détail n'a été laissé au hasard. L'équipe a passé deux semaines sur la côte est américaine à visiter des sites historiques. L'historien de service a aidé à recréer huit colonies américaines, fouillé dans les archives de décès pour trouver des noms de morts, répertorié les allées et venues de George Washington, du marquis de Lafayette, de Thomas Jefferson, de Paul Revere et de Benjamin Franklin (une tâche plus difficile, car Franklin se trouvait principalement en Europe durant ces années), qui rencontrent tous le héros au cours du jeu. Un héros mi-autochtone, mi-britannique qui porte à la fois les noms de Connor Kenway et de Ratohnaké: ton. En raison des origines doubles du héros, des historiens mohawks ont aussi été consultés.

Usant de diplomatie, Maxime Durand a modifié quelques aspects du jeu, faisant notamment enlever les gouttières qui n'existaient pas à l'époque. Par contre, il n'a pas réussi à sauver la ville de Philadelphie, sacrifiée pour bonifier l'expérience du joueur.

«C'était la ville la plus facile à reconstruire, mais elle était construite en carrés et notre moteur de jeu ne pouvait supporter autant de détails», dit Maxime Durand. C'était aussi plate pour le joueur, qui n'avait pas de points de repère parce que les rues de la ville se ressemblent toutes.»

Si intéressant soit-il au plan marketing (nos voisins du Sud sont les plus grands consommateurs de jeux vidéo du monde), le choix des États-Unis comporte un défi de taille pour l'équipe d'Ubisoft Montréal: faire un jeu qui se déroule en forêt comme en ville. Les quatre premiers jeux de la franchise *Assassin's Creed* se déroulaient en ville, mais le nouveau moteur de jeu Anvil Next a permis de créer des scènes sur la neige, dans la forêt et en mer, trois aspects du jeu qui retiendront l'attention. À chacun sa spécialité géographique: c'est le studio de Montréal qui a créé la neige, tandis que les batailles navales ont été conçues dans le studio d'Ubisoft à Singapour. Au total, six studios ont participé au AC 3, ce qui a parfois demandé à la haute direction du jeu à Montréal de vivre sur les fuseaux horaires de trois continents en même temps. «Je dormais avec mon BlackBerry sur ma table de chevet. Je pouvais répondre à mes courriels de l'ouest tard en soirée puis aux courriels d'Europe à 5h30 du matin», dit Andréanne Meunier, directrice du volet en ligne de AC 3.



Rencontres de famille au E3

Il faut plusieurs heures pour s'habituer au chaos visuel du Staples Center de Los Angeles. En cette première semaine de juin 2012, le centre de congrès adjacent au domicile des Kings (LNH) et des Lakers (NBA) accueille 45 000 dirigeants de studios, employés et journalistes, tous réunis pour le plus important sommet de jeu vidéo du monde, l'Electronic Entertainment

Expo (E3). AC 3 y occupe une place de choix, à l'extérieur comme à l'intérieur du Staples Center. Son héros Connor tapisse le mur extérieur du Staples Center. Et au stand d'AC 3, avantageusement aménagé dans l'espace Ubisoft, on fait la file pour voir la démo du jeu dans un théâtre construit pour l'occasion.

Entre deux démos, un invité-surprise fait irruption au stand d'AC 3. Évidemment, John Riccitiello, PDG du studio rival Electronic Arts, n'attend pas en ligne comme les autres: il a droit à une démo spéciale dans un salon privé. En raison de son statut, mais aussi parce qu'il est bien connu de l'équipe d'AC 3. Le producteur exécutif François Pelland et le directeur créatif Alex Hutchinson travaillaient tous deux chez EA (ils étaient cadres pour *Army of Two: The 40th Day*) avant de faire le saut chez Ubisoft pour AC 3. Pour compléter la réunion de famille, c'est Philippe Ducharme, autre ancien d'EA Montréal, qui fait la démo des batailles navales à John Riccitiello et ses trois adjoints.

L'ironie de la situation est évidente: Ubisoft se désole depuis des années de ses difficultés à garder ses employés parce que ses concurrents montréalais, parfois mieux subventionnés (certains ont eu une subvention directe en plus des crédits d'impôt accessibles à tous), leur font des offres qu'elle ne peut pas égaler pour être équitable avec ses autres employés. Un bémol s'impose toutefois dans le cas de François Pelland, qui fait un retour chez Ubisoft où il est connu par les anciens comme l'employé numéro 56 – autrement dit, le 56^e employé engagé après l'ouverture du studio en 1997. La réunion de famille la plus attendue du E3 est toutefois celle avec Patrice Désilets, le directeur créatif des deux premiers jeux de la série qui a quitté pour le studio rival THQ en mai 2010.

Lire la suite en page 4



JUSQU'À
225
EMPLOYÉS
(125 À MONTRÉAL)

JANVIER 2011



JUIN 2011



François Pelland
Producteur exécutif

JUSQU'À
550
EMPLOYÉS
(250 À MONTRÉAL)

SEPTEMBRE 2011

4

LA PRÉPRODUCTION

L'équipe prépare un premier prototype jouable, où les moments forts du jeu seront mis en évidence. Le studio d'Ubisoft à Québec est mis à contribution pour créer le village du héros Connor Kenway (le «homestead») et ses missions, celui de Singapour pour les batailles navales. À Montréal, le principal défi est de faire les scènes sur la neige.

5

1^{er} PROTOTYPE JOUABLE

Deuxième (et dernier) voyage au siège social à Paris, pour présenter une démo jouable. «C'est pour prouver qu'on est capables de faire le jeu», dit François Pelland. Une cinquantaine de personnes assistent à la présentation, dont le PDG Yves Guillemot. «Les gradins étaient pleins», dit Philippe Ducharme, producteur associé.

6

LES VACANCES

Plusieurs membres de l'équipe sont des fidèles d'AC. Les programmeurs et designers d'AC: *Brotherhood* qui ont rejoint le projet AC 3 n'ont pas pris de vacances estivales depuis deux ans. En 2011, ils pourront enfin passer plusieurs semaines sans penser à Desmond Miles.

7

LA PRODUCTION

Au retour des vacances, la production commence pour vrai. En retraite fermée avec son équipe à l'hôtel Opus à Montréal, François Pelland élabore un plan de production de 42 semaines (jusqu'à la version alpha du jeu début mai, en prévision du E3). Chacun des 11 départements a des objectifs précis pour chaque cycle de six semaines. François Pelland supervise les interactions entre les départements avec l'aide de ses deux producteurs associés, Philippe Ducharme et Julien Laferrière.



Philippe Ducharme et Julien Laferrière
Producteurs associés

UBISOFT

La démarche

Depuis avril dernier, *La Presse* a passé une quinzaine d'heures avec l'équipe d'*Assassin's Creed 3*. Pour des raisons concurrentielles, l'identité des acteurs de cinéma pressentis pour participer à *Assassin's Creed 3* n'a pas été dévoilée par *La Presse*. Conformément à une entente établie à l'avance entre Ubisoft et *La Presse*, les scénarios rejetés n'ont pas été dévoilés, le budget du jeu a été dévoilé sur une fourchette de 15 millions et le nombre d'employés a été arrondi à un multiple de 25 employés aux différentes étapes de la production.

Suite de la page 3

C'est la première fois que Patrice Désilets – contre qui Ubisoft a obtenu une injonction pour l'empêcher de solliciter ses ex-collègues après son départ – revoyait son ancienne équipe d'*Assassin's Creed*. «C'était un moment spécial, dit Patrice Désilets. Il y a eu un moment de silence où tout le monde a retenu son souffle. Ils voulaient que le père spirituel soit fier du jeu. Les démos du E3 étaient impressionnantes et j'ai trouvé l'équipe très audacieuse de faire trois démos. On voit aussi bien tout le travail qui a été fait sur le moteur de jeu.»

En nomination pour le titre de jeu de l'année au E3 – *Assassin's Creed* avait gagné en 2007 –, *AC 3* ne remportera finalement pas la prestigieuse récompense, qui ira à *The Last of Us*, développé par Naughty Dog, un studio de Sony à Los Angeles. Une déception vite oubliée: *Assassin's Creed 3* a eu 70 nominations dans divers médias spécialisés, des souvenirs que l'équipe a encadrés à l'entrée de son espace de travail au sous-sol du studio.

Après le E3, une dizaine de membres de l'équipe profiteront d'une journée de congé sur les plages de Santa Monica. L'employé numéro 56, lui, s'organisera un week-end à Las Vegas. Une destination inhabituelle pour cet homme qui ne laisse rien au hasard, mais une pause salutaire, car la partie la plus éprouvante de son mandat commencera bientôt.



Le dernier sprint de « Evil FP »

De retour de la Californie, la réalité rattrape vite l'équipe d'*AC 3*. Avant d'entamer le dernier sprint, François Pelland a donné congé à son équipe entre la Saint-Jean et la Fête du

Canada. Au retour, une mauvaise surprise: le résultat des quatre séances de capture de mouvements et de voix avec les acteurs, qui ont eu lieu à la fin juin, n'est pas parfait. «Ce n'était pas la faute des acteurs, mais il a fallu refaire la moitié des scènes», dit François Pelland.

Au total, *AC 3* comprendra quatre heures de séances cinéma. Noah Watts, un acteur réputé en jeu vidéo qui a aussi joué des petits rôles dans des séries télé comme *CSI: Miami* et *Sons of Anarchy*, incarne le héros Connor. Ubisoft a négocié avec deux vedettes de cinéma pour des rôles dans *AC 3*, sans toutefois pouvoir s'entendre avec elles. «Nous ne sommes pas la priorité des acteurs connus», dit le producteur associé Philippe Ducharme.

À cause de ce retard, la première version du jeu – la version bêta – est prête deux semaines après l'objectif du 13 juillet. Durant l'été, la version bêta ne cesse d'être améliorée à coup de *strike meetings*. Le terme n'a pas de traduction française. Ubisoft a beau avoir son siège social à Paris et son plus important studio – 2100 employés – à Montréal, la langue de travail dans le domaine des jeux vidéo est l'anglais.

La traditionnelle réunion du lundi avec les chefs de département, du moins celle à laquelle *La Presse* a assisté en avril, se déroule à 75 % en anglais. «Dans les *strike meetings*, on passe à travers les missions et on énumère les choses à corriger pour améliorer la qualité du jeu», dit Philippe Ducharme. En un mois, l'équipe réglera environ 40 000 bogues. «On peut en régler 2500 durant une journée, mais l'équipe de testeurs en rajoute 1500», dit Julien Laferrière, l'autre producteur associé. À une certaine étape de la production, l'équipe compte notamment sur

225 testeurs à Bucarest, en Roumanie. À partir de cette étape, une triste réalité de la vie rattrape l'équipe d'*AC 3*: la perfection n'est pas de ce monde.

Pour faire des choix, François Pelland a de l'aide supplémentaire: Frédéric Audet, un *closer* délégué par le siège social pour s'assurer que les producteurs respecteront les délais. Il s'agit d'un métier unique à Ubisoft, même celles qui ont fait leurs preuves. Ironie du sort, le *closer* d'*AC 3* est un Montréalais envoyé par le siège social de Paris pour travailler sur un jeu à Montréal. «J'arrive avec mon regard externe, je m'assure que l'argent est investi aux bons endroits, dit-il. Je mets des limites et si elles ne sont pas respectées, on coupe la *feature*.»

Durant le dernier sprint de production, François Pelland ne se promène jamais sans son cahier rouge. À l'intérieur, tout ce qu'il a besoin de savoir pour terminer son projet: le calendrier de marketing, les dates de soumission, l'état d'avancement des missions, les trois priorités hebdomadaires de chacun de ses 11 départements, sans oublier son budget, qui varie entre 40 et 55 millions et qu'il dépassera légèrement à la fin de l'aventure (contrairement au cinéma, les studios de jeu vidéo prennent un soin jaloux de leurs budgets, qu'ils ne dévoilent jamais publiquement).

Au Québec, aucun réalisateur de cinéma n'a disposé d'un budget aussi imposant. Même à Hollywood, bien des films se font avec moins d'argent. Voilà donc beaucoup de pression sur les épaules de François Pelland et Alex Hutchinson, tous deux âgés de 36 ans. D'autant plus que la marque *Assassin's Creed* connaît des signes d'essoufflement: les quatre opus se

sont vendus respectivement à 10,3 millions, 10,5 millions, 8,8 millions et 7,8 millions d'unités. Le dernier en date, *Assassin's Creed: Revelations*, a été au 7^e rang des jeux vidéo les plus populaires en 2011. Ubisoft compte sur *AC 3* pour renverser la tendance, même si la popularité des jeux sur console diminue (revenus en baisse de 11 % entre 2009 et 2011 pour l'ensemble de l'industrie). Ubisoft a toutefois une bonne raison d'être optimiste: les préventes d'*Assassin's Creed 3* sont les plus élevées de son histoire, a annoncé l'entreprise française jeudi. Les préventes d'*AC 3* sont deux fois plus élevées que celles de l'opus précédent, *Assassin's Creed: Revelations*. Ce record est le fruit d'une intense campagne de marketing. «Nous avons visité tous les pays du monde, dit le directeur créatif Alex Hutchinson. Une fois, on a fait 13 villes en 14 jours. Ça peut sembler une aventure amusante, mais c'est exténuant.»

Pour se détendre et gérer le stress de son équipe, François Pelland a créé le club de course *AC 3*. Deux fois par semaine, une vingtaine d'employés vont jusqu'au lac aux Castors, une trotte de 9 à 12 kilomètres. Un loisir essentiel pour garder le producteur exécutif de bonne humeur. «À la fin d'un projet, je deviens *crancky*, dit-il. Les gens m'appellent Evil FP [ses initiales].»

«Evil FP» aura franchi le fil d'arrivée à temps – et deux fois plutôt qu'une. Le dimanche 23 septembre, ce triathlète a couru son premier marathon en 3 heures 50 minutes dans les rues de Montréal. Le lendemain, il livre officiellement son jeu vidéo, qui a subi ses dernières retouches. «Un jeu n'est jamais terminé, philosophe François Pelland. Il se termine parce qu'il doit être livré.»

20 heures

Durée minimale du jeu

50 heures

Durée maximale du jeu

4 heures

Scènes de cinéma durant le jeu

Yves Guillemot
Cofondateur et PDG d'Ubisoft

15 FÉVRIER 2012

Sommet du jeu vidéo
à Los Angeles

5 MARS 2012



Le closer Frédéric Audet

4-7 JUIN 2012

27 JUILLET 2012

DATE

ÉTAPES

8

9

10

11

- Conception
- Préproduction
- Production
- Lancement

ANNONCE PUBLIQUE
DU PDG

Ubisoft annonce officiellement la sortie d'*Assassin's Creed 3* d'ici la fin de l'année. Le PDG Yves Guillemot vend (volontairement) la mèche aux analystes financiers qui suivent le titre d'Ubisoft lors d'une conférence téléphonique au sujet des résultats financiers de l'entreprise.

PREMIÈRES IMAGES

Les premières images d'*AC 3* sont mises en ligne sur le web, où elle sera vue 331 000 fois sur YouTube. À l'interne, une première démo jouable de 15 minutes (le «reveal demo» en langage de jeu vidéo) est montrée aux journalistes. Cette démo servira aussi de canevas de base aux démos du E3. «Comme le jeu comporte beaucoup de nouveautés, il fallait mettre l'accent sur ce qui était le plus important», dit François Pelland. En mars, *AC 3* fait aussi la une de *Game Informer*, le plus important magazine de jeux vidéo au monde. Avec 6 millions d'abonnés, *Game Informer* est le cinquième magazine en importance aux États-Unis, devant le *Reader's Digest* et le *National Geographic*.

E3

L'Electronic Entertainment Expo (E3) est le plus important sommet de jeu vidéo du monde, qui réunit 45 000 dirigeants de studio, employés et journalistes chaque année à Los Angeles. En 2012, *Assassin's Creed 3* est finaliste pour le titre de jeu de l'année. Ubisoft ne gagnera pas la précieuse récompense, mais ramera au passage 70 nominations décernées par différents médias, en plus d'être en vedette aux conférences de presse d'Ubisoft (2 millions de visionnements sur le web) et de Sony, devant des milliers de spectateurs. Les extraits montrés au E3 ont été pris à même la version alpha du jeu, remise au producteur exécutif François Pelland le 4 mai.

VERSION BÊTA

Enfin, la première version complète du jeu. Au début, la date limite était le 13 juillet, mais il y aura un retard d'environ deux semaines, principalement parce qu'il a fallu tourner à nouveau la moitié des scènes des acteurs dans des studios de capture de mouvements à Montréal, Toronto, Vancouver et Los Angeles. «Ce n'est pas si grave que ça», dit François Pelland. Sur trois ans, c'est rare que la version bêta ne soit pas quelques semaines en retard. Si c'est quelques mois par contre, tu es mal pris.» L'équipe passera le mois d'août à résoudre 40 000 bogues trouvés par les testeurs à Montréal et dans cinq autres studios d'Ubisoft ailleurs dans le monde.

¹ Il s'agit d'une estimation de *La Presse* à partir du chiffre fourni publiquement en novembre 2011 par Ubisoft (1,2 milliard de dollars). Ce chiffre de 1,2 milliard a été actualisé par *La Presse* en comptant les revenus d'*Assassin's Creed: Revelations* (lancé en novembre 2011), au prorata de ses ventes par rapport aux trois premiers jeux de la série.



Notre vidéo

avec l'équipe d'*Assassin's Creed 3* sur lapresse.ca/ac3video

22 000 \$ - 200 000 \$

Salaires annuels des employés en jeu vidéo à Montréal. Selon nos informations obtenues auprès de l'industrie, les testeurs ont le salaire le plus modeste, soit entre 12 \$ et 16 \$ l'heure (minimum de 22 000 \$ sur une base annuelle). À l'autre bout de l'échelle salariale, le producteur exécutif et le directeur créatif d'un jeu vidéo d'envergure gagnent généralement un salaire de base entre 150 000 \$ et 200 000 \$ par année, sans compter les bonis qui peuvent être substantiels. À titre d'exemple, le réputé directeur créatif Patrice Désilets a renoncé à jusqu'à 600 000 \$ en bonis sur plusieurs années en quittant Ubisoft pour THQ. Pour des raisons concurrentielles, Ubisoft et les autres studios de jeu vidéo ne dévoilent pas le salaire de leurs employés.

17 ANS

Âge minimal pour jouer à AC 3 en Amérique du Nord. En Europe, c'est 18 ans. « C'est la réalité d'Assassin's Creed. Le système de classement est là pour que les parents puissent juger convenablement de ce qu'ils donnent à leurs enfants », dit le producteur exécutif François Pelland.

L'histoire d'Assassin's Creed 3

Le héros Desmond Miles a des ancêtres assassins dont il peut revivre les expériences et retrouver des objets leur ayant appartenu, grâce à une machine qui s'appelle « l'animus ». Dans Assassin's Creed 3, Desmond Miles se met dans la peau de son ancêtre Connor Kenway, un assassin mi-britannique mi-mohawk qui sévit durant la guerre d'Indépendance des États-Unis.

— Vincent Brousseau-Pouliot

Une recrue de marque nommée Anvil Next

Une recrue de marque fait ses débuts dans AC 3: Anvil Next. Le moteur de jeu, sur lequel Ubisoft planche depuis trois ans, permettra un nouveau système de combat, d'escalade et de course. Qu'est-ce qu'un moteur de jeu? C'est un logiciel utilisé par l'équipe de production pour créer le contenu du jeu et le code lu par les consoles, qui ne peuvent pas afficher plus de 30 images par seconde. Si le code est trop lourd, impossible de transmettre autant d'images par seconde. « Si on descend sous 30 images par seconde, le joueur sent que le jeu ralentit », dit Marc-Antoine Lussier, directeur technique design d'AC 3. « On cherche des algorithmes pour que les codes soient les plus légers possible », résume le producteur associé Philippe Ducharme. Au lieu de 15 personnages comme sa version précédente, Anvil Next permet d'afficher 2000 personnages en même temps à l'écran — une nécessité pour reproduire les batailles entre Américains et Britanniques auxquelles prend part le héros Connor. Anvil Next permet aussi de créer des scènes où le climat et la météo sont beaucoup plus variés. Il a fallu deux ans et demi aux programmeurs d'Ubisoft pour mettre au point les scènes sur la neige. « Il faut trouver de l'espace pour entrer tous les détails », dit Marc-Antoine Lussier. Heureusement, il n'y a pas de foule dans la forêt ou dans la neige. Ça nous permet de récupérer de l'espace. Pour la neige, on a mis moins d'animaux en hiver. C'est logique avec l'histoire et ça nous permet de récupérer de l'espace. »

— Vincent Brousseau-Pouliot

Des ventes qui diminuent



10,31
millions d'exemplaires
Assassin's Creed
2007



10,56
millions d'exemplaires
Assassin's Creed II
2009



8,84
millions d'exemplaires
Assassin's Creed:
Brotherhood 2010



7,80
millions d'exemplaires
Assassin's Creed:
Revelations 2011

Source : VGChartz.com



7 SEPTEMBRE 2012

24 SEPTEMBRE 2012

OCTOBRE 2012

30 OCTOBRE 2012

12

13

14

15

› CHEZ LE BIG 3

Que vaut un prototype de jeu de console sans une approbation du Big 3? Rien. C'est pourquoi Ubisoft a dû remettre sa version finale d'AC 3 à Microsoft (Xbox), Nintendo et Sony (PlayStation) aux environs du 7 septembre, le temps que les trois fabricants de consoles s'assurent de la conformité des menus et que le reste du jeu s'arrime bien avec leur console. À partir de ce moment, la grande majorité des employés de la production part en vacances. Ne reste plus que l'équipe de marketing, les chefs de département et le quatuor de tête (Hutchinson-Pelland-Ducharme-Laferrère).

› LA VERSION OR

Après deux ans et neuf mois, le sablier est vide: la version finale d'AC 3 est gravée, tandis que les pochettes et le matériel promotionnel sont imprimés. L'équipe a mis la touche finale au jeu quelques jours avant la date limite.



Visuel de la pochette d'AC3

› BLITZ MARKETING

Au cours des dernières semaines avant le lancement, le quatuor de tête se sépare un tour du monde pour faire la promotion du jeu auprès des journalistes spécialisés. Sur les médias sociaux, Assassin's Creed a 150 000 abonnés à son compte Twitter et 3,6 millions de fans sur Facebook.

› LANCEMENT DU JEU

À Montréal, Ubisoft organise un party de lancement avec ses 250 employés montréalais ayant participé au jeu. Et un invité spécial: le gardien de but Carey Price, qui annoncera un « partenariat inédit » avec Ubisoft. Comme Connor Kenway — le héros de AC 3 —, le gardien du Tricolore a des origines amérindiennes.



✚ DÉCOUVREZ-EN PLUS SUR LES MEMBRES DE L'ÉQUIPE D'ASSASSIN'S CREED 3 DANS LA PRESSE AFFAIRES DU MARDI 30 OCTOBRE, JOUR DU LANCEMENT DU JEU.

LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

LUNDI 29 OCTOBRE

Dép. de consommation (É.-U.)	sept.: 0,1% août: 0,1%
Loews	BPA 3T: 72¢US
West Fraser Timber	BPA 3T: 81¢
Yamana Gold	BPA 3T: 23¢

JEUDI 1^{ER} NOVEMBRE

Dép. de construction (É.-U.)	sept.: 0,7% août: -0,6%
Ind. ISM manufacturier (É.-U.)	oct.: 51,5 sept.: -0,6%
Barrick Gold	BPA 3T: 1,00\$
BCE	BPA 3T: 76¢

Source: Bloomberg

MARDI 30 OCTOBRE

Confiance des consommateurs (É.-U.)	oct.: 73,0 sept.: 70,3
Bell Aliant	BPA 3T: 45¢
Prod. forestiers Résolu	BPA 3T: 23¢
TransCanada	BPA 3T: 53¢

VENDREDI 2 NOVEMBRE

Taux de chômage (Can.)	oct.: 7,4% sept.: 7,4%
Taux de chômage (É.-U.)	oct.: 7,9% sept.: 7,8%
SNC-Lavalin	BPA 3T: 65¢

MERCREDI 31 OCTOBRE

Ind. PMI de Chicago (É.-U.)	oct.: 51,9 sept.: 49,7
Astral Media	BPA 4T: 84¢
Suncor	BPA 3T: 81¢
Valeant Pharma.	BPA 3T: 1,12\$

LUNDI 5 NOVEMBRE

Ind. ISM non manufacturier (É.-U.)	oct.: 55,0 sept.: 55,1
Absolute Software	BPA 1T: -1¢
Dundee Real Estate	BPA 3T: 73¢
Weight Watchers	BPA 3T: 1,07\$US

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresse.ca

SUDOKU

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations: www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

		1					9	
							7	3
	6			2			1	
4	7				5		3	
3				8				9
		8	4		2	7		
	8	7		5				
	3							4
			6		3		9	

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

2	3	9	5	6	4	7	1	8
8	7	6	1	3	2	9	4	5
1	5	4	7	8	9	2	6	3
9	6	7	2	5	1	8	3	4
4	1	8	6	9	3	5	7	2
3	2	5	8	4	7	6	9	1
7	4	2	9	1	8	3	5	6
5	9	1	3	2	6	4	8	7
6	8	3	4	7	5	1	2	9

Niveau de difficulté : TRÈS DIFFICILE

2425

Par Fabien Savary

2424

Hémorragie dans l'industrie pharmaceutique

Pfizer sabre 300 emplois, dont la majorité à Montréal

EXCLUSIF



PHILIPPE MERCURE

L'hémorragie se poursuit dans l'industrie pharmaceutique québécoise: la division canadienne de la multinationale Pfizer sabrera 11 % de ses effectifs, a appris *La Presse Affaires*. La majorité des 300 licenciements se feront au siège social de Kirkland, sur l'île de Montréal.

Pfizer s'est faite avare d'explications sur les causes de ces nouvelles coupes.

«Après un examen complet et rigoureux de notre structure organisationnelle et des compétences qui seront requises à l'avenir, Pfizer Canada a procédé à une restructuration de diverses unités opérationnelles», s'est contenté de dire Vincent Lamoureux, directeur des communications de Pfizer Canada.

«La majorité des licenciements concerne l'unité des soins primaires et vise principalement des employés du siège social de Kirkland et des membres de l'effectif de vente», a précisé M.



La majorité des 300 licenciements annoncés hier par Pfizer Canada vise principalement des employés du siège social de Kirkland, a précisé son directeur des communications, Vincent Lamoureux.

Lamoureux. L'unité des soins primaires est responsable des médicaments prescrits par les médecins généralistes.

Fraîchement subventionnée

La division canadienne de Pfizer compte

2700 travailleurs, dont 600 au siège social de Kirkland.

Pas plus tard qu'en juillet dernier, Pfizer avait bénéficié d'une subvention de 2,67 millions d'Investissement Québec pour acheter des équipements de pointe et

PHOTO D'ARCHIVES, ASSOCIATED PRESS

renover son usine de fabrication de médicaments de l'arrondissement de Saint-Laurent, qui emploie environ 900 travailleurs.

Pfizer avait supprimé 40 postes en mai dernier dans cette usine. En février

2011, 150 postes y avaient aussi été abolis.

Ces nouvelles coupes chez Pfizer s'inscrivent dans une longue succession de fermetures et de licenciements qui frappe l'industrie pharmaceutique au Québec depuis quelques années. Le mois dernier, c'était au tour de la société allemande Boehringer Ingelheim d'annoncer qu'elle mettra la clé dans la porte de son centre de recherche de Laval, qui emploie 170 personnes. Cette annonce était la quatrième du même type en deux ans dans la région montréalaise, Merck, Pfizer et AstraZeneca ayant aussi fermé leurs installations de recherche.

En tout, plus de 2000 pertes d'emploi ont été enregistrées au Québec depuis 2006 dans l'industrie des sciences de la vie.

Par ailleurs, les 550 licenciements annoncés à l'échelle internationale la semaine dernière par une autre multinationale pharmaceutique, l'américaine Abbott, épargneront le Canada. La restructuration entraînera l'abolition d'un seul poste au pays, a confirmé à *La Presse Affaires* une porte-parole d'Abbott Canada.

1,73 MILLIARD AU 3^E TRIMESTRE

Merck obtient de meilleurs résultats que prévu

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — Le groupe pharmaceutique américain Merck a obtenu de meilleurs résultats que prévu au troisième trimestre avec un résultat net de 1,73 milliard de dollars, quasi-stable par rapport à celui de la même période de l'année

dernière (1,69 milliard de dollars), a-t-il annoncé hier.

Le bénéfice courant ajusté par action ressort à 95 cents, soit un niveau supérieur aux prévisions des analystes qui tablaient en moyenne sur 92 cents. Pour la même période de l'an dernier, il était de 94 cents par action.

Le chiffre d'affaires a reculé de 4 % à 11,48 milliards de dollars, contre 12,2 milliards un an plus tôt. Hors impact défavorable des taux de change, l'activité aurait été comparable à celle du troisième trimestre 2011.

Les analystes anticipaient un chiffre d'affaires de 11,57

milliards. «La forte progression enregistrée dans les produits phare a été compensée par l'impact négatif de la perte d'exclusivité en août 2012 du Singulair [traitement des maladies respiratoires et de l'asthme] aux États-Unis», a relevé le groupe dans un communiqué.

Les ventes de produits pharmaceutiques ont baissé de 5 % à 9,9 milliards au troisième trimestre, affectées notamment par la chute de 55 % des ventes du Singulair à 602 millions de dollars, contre 1,33 milliard un an plus tôt. Hier à la Bourse de New York, le titre de Merck a glissé de 15 cents à 46,15 \$.

Énergie TransAlta à la hausse

La firme énergétique canadienne TransAlta a affiché hier un bénéfice net attribuable aux actionnaires de 56 millions de dollars, ou 24 cents par action, au troisième trimestre, comparativement à 50 millions, ou 22 cents par action, à la même période en 2011. Ses revenus trimestriels ont glissé à 538 millions, contre 629 millions l'an dernier.

— La Presse Canadienne

AFFAIRES
700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES
PROMOTEUR cherche CONSTRUCTEUR avec excellente réputation pour construction résidentielle à St-Lambert. Mise de fonds requise. Projets disponibles pour 12 ou 48 unités. Information 514-458-3997

WEST-ISLAND, boul. Pierrefonds
Bâtisse commerciale en très bon état, très bien située, plus de 10 000 pi car., très bon revenu. Inf.: 514-865-9056.

714 FRANCHISES
SOYEZ À VOTRE COMPTE
QUÉBEC FRANCHISE
www.Québec-Franchise.qc.ca

AFFAIRES
700

715 FINANCEMENT
1-514-241-7000 **Sécur Finance**
Prêts hyp.: rés., locatifs, comm., construction
www.securfinance.com

1^{ERE} / 2^E HYPOTHÈQUE ET CONSTRUCTION
Commercial • Industriel • Résidentiel
DENCOL, 514-342-1356 (agent protégé)

FINANCEMENT DISPONIBLE
multi-logement 2.80 % - 5 ans, 514-910-4141
RECHERCHE de capital pour prêt hyp. privé, maximum 70% de la valeur, rendement 10%. Tél. Idéal Finance, Laurent, 450-438-6492.

UNE EXPÉRIENCE
Le Ferreira en haut est conçu pour satisfaire une clientèle à son image: exigeante, rigoureuse et gastronomique.
Le Ferreira en haut est un espace destiné à faire de chaque événement un succès sans égal.

UNIQUE
Pour réservation:
David Bonami, Directeur des ventes et événements spéciaux
514 848-0988
dbonami@ferreiracafe.com



INSCRIVEZ-VOUS AVANT LE 16 NOVEMBRE 2012 SUR LE SITE WWW.FERREIRACAFE.COM/SALLE-PRIVEE ET COURREZ LA CHANCE DE GAGNER UN CHÈQUE CADEAU D'UNE VALEUR DE 300 \$ LORS DE VOTRE PROCHAIN ÉVÈNEMENT PRESTIGE AU FERREIRA EN HAUT



FERREIRA EN HAUT

Des conditions s'appliquent, visiter notre page facebook pour les détails



Bell Télé Les travailleurs approuvent leur convention collective

Le syndicat représentant les travailleurs de Bell Télé a annoncé hier que ces derniers avaient voté en faveur de l'entente de principe conclue plus tôt cette semaine au sujet de leur première convention collective. Le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP) a indiqué que les travailleurs, qui étaient en lock-out depuis le 11 juillet, avaient approuvé l'entente jeudi. Les 112 travailleurs sont responsables de la transmission des signaux de radiodiffusion et des services vidéos sur demande de la compagnie, a précisé le SCEP. Bell Télé, auparavant Bell ExpressVu, est l'un des plus importants services de télévision par satellite et fibre optique au pays. L'action de BCE a pris vendredi 14 cents à la Bourse de Toronto, pour clôturer à 42,92 \$.

— La Presse Canadienne

CHRISTINE MARCHILDON, PRÉSIDENTE, DIRECTION QUÉBEC, GROUPE BANQUE TD

Une grande offensive québécoise



JEAN-PHILIPPE DÉCARIE

GRANDE ENTREVUE

De toutes les institutions financières qui font affaire au Québec, le Groupe Banque TD est devenu sans conteste l'une des plus visibles dans le paysage télévisuel depuis quelques années. Ses campagnes publicitaires mettant en scène deux vieux grincheux se succèdent à bon rythme au petit écran et on n'a pas fini de les voir, nous prévient Christine Marchildon, présidente, Direction Québec, du Groupe Banque TD.

« Les campagnes avec nos deux grincheux sympathiques visaient à mettre en relief nos services à la clientèle. Prochainement, ils vont se questionner sur nos services-conseils », explique Christine Marchildon qui s'est jointe à la Banque TD en 2004 avec le mandat d'augmenter la présence de la deuxième banque canadienne dans le marché québécois.

Psychologue industrielle de formation, M^{me} Marchildon a toujours évolué dans le giron du monde bancaire québécois.

D'abord à titre de responsable des ressources humaines à la Banque Provinciale – qui est devenue depuis la Banque Nationale –, puis de 1990 à 2001 au Mouvement Desjardins où elle a été première vice-présidente, Ressources humaines, avant de se joindre à la Banque de Montréal comme responsable du développement des activités de gestion de patrimoine de la Banque privée Harris.

En 2004, le PDG de la Banque TD, Ed Clark, est allé chercher Christine Marchildon en lui donnant la mission d'augmenter la présence québécoise de l'institution financière.

« La Banque TD venait de réaliser la fusion avec le Canada Trust et s'était hissée au deuxième rang des banques canadiennes avec plus de 22 % du marché. Au Québec, on avait seulement 80 succursales et moins de 6 % de parts de marché. Il fallait mettre sur pied une stratégie de croissance », rappelle-t-elle.

La TD a déjà fortifié son ancrage au Québec. Le groupe financier va compter à partir de la semaine prochaine 119 succursales grâce à l'ouverture simultanée de quatre nouvelles succursales, soit deux à Montréal, une à Laval et une autre à Buckingham, dans l'Outaouais.



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

Christine Marchildon s'est jointe à la Banque TD en 2004 avec le mandat d'augmenter la présence de la deuxième banque canadienne dans le marché québécois. En 2004, la TD se classait, au chapitre de la notoriété, au dernier rang des institutions financières canadiennes au Québec. Le dernier sondage Léger Marketing réalisé au printemps 2012 a révélé que la TD se classait maintenant au deuxième rang québécois, derrière la Banque Nationale.

Et l'offensive est loin d'être terminée. L'an prochain, le Groupe Banque TD prévoit ouvrir six nouvelles succursales au Québec. Il en comptera alors 125.

« D'ici 2015, le groupe TD prévoit ouvrir 25 nouvelles succursales par année au Canada. Nous, on doit en ouvrir de 6 à 10 par année au Québec. On a le feu vert et les

Ed Clark veut développer le marché canadien et ça passe par le Québec. Notre président nous a demandé l'an dernier d'accélérer notre croissance », expose la gestionnaire.

Plutôt que de se lancer dans une expansion tous azimuts, la TD a importé l'approche de la Commerce Bank aux États-Unis qu'elle a récemment acquise.

« Nous avons les coudées franches pour nous implanter solidement. Que ce soit par l'entremise de nos campagnes publicitaires autant que par notre enracinement dans la collectivité », poursuit-elle.

C'est la TD qui est devenue, depuis quelques années, le principal partenaire du Festival international de jazz de Montréal. La TD appuie

facteur distinctif de la Banque TD est sa préoccupation constante d'assurer le meilleur service à la clientèle possible. La TD a été la première banque à ouvrir ses succursales le samedi et plusieurs de ses succursales sont maintenant ouvertes le dimanche.

« C'est une bonne journée pour mettre de l'ordre dans ses finances personnelles. Ce sont d'ailleurs nos activités-conseils qui sont les plus fortement sollicitées les dimanches », observe la présidente.

Avec son réseau québécois de quelque 120 succursales, la TD est loin du Mouvement Desjardins et ses 1300 caisses ou de la Nationale et ses 300 points de service. La présence commerciale de la TD n'est que de 4,5 % au Québec, mais sa part du marché des prêts hypothécaires a été de 10 % l'an dernier.

« Toutes nos lignes d'affaires sont en hausse. Que ce soit le courtage, les assurances ou le prêt commercial dont le volume a augmenté de 30 % l'an dernier », souligne avec ravissement Christine Marchildon.

Il lui faudra garder le rythme parce que son PDG, Ed Clark, tient à ce que la TD se classe au troisième rang des institutions financières québécoises d'ici 2015.

« D'ici 2015, le groupe TD prévoit ouvrir 25 nouvelles succursales par année au Canada. Nous, on doit en ouvrir de 6 à 10 par année au Québec.

On a le feu vert et les budgets appropriés pour réaliser notre expansion. »

— Christine Marchildon, présidente, Direction Québec, du Groupe Banque TD

budgets appropriés pour réaliser notre expansion », explique Christine Marchildon.

Développer une présence signifiante

Le président de la TD, Ed Clark, veut réellement percer le marché québécois. C'était vrai il y a huit ans lorsqu'il a embauché Christine Marchildon et c'est encore plus vrai aujourd'hui, selon la présidente québécoise.

« La Banque TD a connu une forte expansion aux États-Unis. On a plus de 1300 succursales là-bas comparativement à 1200 au Canada.

« La Commerce Bank s'est toujours concentrée dans des régions spécifiques où elle cherche à prendre au moins 20 % des parts de marché. C'est notamment ce qu'elle a fait à New York. Quand on ouvre une succursale au Québec, c'est qu'on estime être en mesure de prendre une part de marché significative », souligne Christine Marchildon.

La présidente québécoise concède toutefois que sa mission expansionniste est grandement facilitée par la volonté des dirigeants de la TD de percer le Québec.

financièrement l'OSM, le Musée des beaux-arts et le Musée de Québec.

Cette plus grande visibilité porte ses fruits, puisqu'en 2004, la TD se classait, au chapitre de la notoriété, au dernier rang des institutions financières canadiennes au Québec. Le dernier sondage Léger Marketing réalisé au printemps 2012 a révélé que la TD se classait maintenant au deuxième rang québécois, derrière la Banque Nationale.

L'importance du service

Christine Marchildon est d'avis que le principal

Institutions financières Moody's menace d'abaisser les notes de six banques

L'agence de notation Moody's a menacé hier d'abaisser d'un cran la note de six grandes banques canadiennes, en raison de leur vulnérabilité à certains risques de l'économie canadienne.

Ces établissements sont la Banque de Montréal, qui est actuellement noté Aa2, Banque Scotia (Aa1), Caisse Centrale Desjardins (Aa1), Banque canadienne impériale de Commerce (Aa2), Banque Nationale du Canada (Aa2) et Toronto-Dominion (Aaa).

Cette décision « reflète notre préoccupation quant au niveau d'endettement élevé des consommateurs canadiens et des prix élevés

de l'immobilier, qui rendent les banques canadiennes plus vulnérables à de plus grands risques pour l'économie canadienne », a déclaré le vice-président de Moody's, David Beattie, dans un communiqué.

La plus grande banque du Canada, la Banque Royale, n'est pas concernée par ces avertissements.

Le gouvernement canadien n'a cessé de vanter le bilan des banques canadiennes, reconnues ces dernières années comme les plus solides au monde au Forum de Davos.

— Agence France-Presse

Économie Le déficit d'Ottawa grimpe

OTTAWA — Le déficit budgétaire d'Ottawa s'est chiffré à 3,2 milliards de dollars en août, ce qui représente une légère hausse par rapport au déficit de 3,1 milliards de dollars réalisé au cours de la même période l'an dernier, a annoncé hier le gouvernement fédéral.

Malgré tout, Ottawa reste en meilleure position que l'an dernier pour ce qui est de son objectif de réduction du déficit.

Pour les cinq premiers mois de l'exercice financier en cours, le déficit atteint 6,2 milliards

de dollars. Le déficit cumulé était plutôt de 9 milliards de dollars à pareille date l'an dernier.

Les revenus ont grimpé de 3,4 milliards de dollars depuis le début de l'exercice, soit 3,4 %, tandis que les dépenses des programmes n'ont progressé que de 1,4 milliard de dollars, ou 1,5 %.

En outre, les frais de la dette publique ont reculé d'environ 900 millions, ou 6,7 %.

— La Presse Canadienne

RBC Dominion valeurs mobilières Inc.



Depuis plus de 25 ans, Robert Gauvreau se démarque dans l'univers du courtage par son approche extrêmement personnalisée envers ses clients.

Alliant un sens aigu de l'écoute et une compréhension judicieuse du marché des valeurs mobilières, il

a su développer un style de gestion où les besoins de l'individu demeurent à l'avant-plan. Ses compétences ont d'ailleurs, plus d'une fois, été primées par ses pairs.

Sa formation et son expérience préalables en tant que comptable professionnel agréé, lui ont appris l'importance de la stabilité et de la rigueur dans un monde financier sans cesse en ébullition.

En se joignant à RBC Dominion valeurs mobilières, le plus important fournisseur en services financiers et de gestion de patrimoine au Canada, l'équipe de Robert Gauvreau sait qu'elle disposera d'une plateforme inégalée lui permettant de continuer à faire ce qu'elle fait le mieux : servir ses clients.

Robert Gauvreau, CPA, CA, Conseiller en placement

Tel. 514-878-8132

Isabelle Sénécal, CIM, Conseillère associée

Tel. 514-878-8135

Gestion de patrimoine professionnelle depuis 1901



RBC Gestion de patrimoine Dominion valeurs mobilières

RBC Dominion valeurs mobilières Inc.* et la Banque Royale du Canada sont des entités juridiques distinctes et affiliées. * Membre-Fonds canadien de protection des épargnants. RBC Dominion valeurs mobilières Inc. est une société membre de RBC Gestion de patrimoine, unité d'exploitation de la Banque Royale du Canada. © Marques déposées de la Banque Royale du Canada, utilisées sous licence. © Banque Royale du Canada, 2012. Tous droits réservés.



LA PRESSE AFFAIRES

DÉLAIS POUR LE SAUTAGE À MALARTIC

Le ministre reporte la faute sur Osisko

HUGO FONTAINE

Le cabinet du ministre de l'Environnement Daniel Breton soutient que la société Osisko a elle-même « beaucoup contribué » au retard de l'important sautage de la société minière, prévu aujourd'hui à Malartic si les vents sont favorables.

À Malartic, une bonne partie de la communauté, du maire aux commerçants en passant par les employés et sous-traitants de la mine, tient le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) responsable du ralentissement des activités de la mine.

Manque de renseignements

Osisko comptait effectuer un sautage de 37 secondes à la mi-septembre, mais le Ministère a rappelé à la société qu'elle n'avait pas l'autorisation d'effectuer de sautage de plus de 6 secondes – même si la société pense le contraire. Avant d'autoriser le sautage, le MDDEFP a demandé davantage de renseignements sur la sécurité des personnes, la possible formation d'un nuage de gaz toxique ou la projection de roches à la suite de l'explosion. Dans l'attente de l'approbation du Ministère, Osisko a mis à pied environ 150 employés de sous-traitants.

« Leurs documents [d'Osisko] sont arrivés très tardivement, explique Danielle Rioux, attachée de presse du ministre Breton, qui a pris contact avec *La Presse Affaires* après la publication



Une équipe d'experts du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs sera à Malartic lors du sautage, notamment pour mesurer les impacts du sautage sur la qualité de l'air, le bruit et les vibrations.

de notre dossier sur la situation à Malartic, hier. Ils ont beaucoup contribué au retard. Ils savaient très bien que le décret d'autorisation qu'ils avaient ne leur permettait pas ce sautage.»

« On a appris par les médias en septembre qu'il y aurait un sautage qui excédait ce qui était prévu dans le décret d'autorisation », déplore M^{me} Rioux. Elle soutient que la société aurait pu procéder beaucoup plus rapidement si elle avait fourni toutes les informations nécessaires au Ministère plus

tôt l'été dernier, alors qu'elle préparait le sautage. Or, tous les documents ne sont parvenus au ministère qu'entre le 5 et le 12 octobre, affirme-t-elle, après que le Ministère eut forcé la minière à suspendre son sautage. « Quand on n'a pas les documents, on ne peut pas prendre les décisions de façon éclairée et rigoureuse », insiste M^{me} Rioux.

Le Conseil des ministres a approuvé le sautage, sous conditions, le 18 octobre. Le gouvernement a demandé des assurances supplémentaires

à Osisko, dont une contre-expertise sur la projection de roc et des détails sur le plan d'urgence en cas de problème.

Le cabinet de Daniel Breton assure que le Ministère a fait au plus vite pour donner les autorisations finales pour que le sautage ait lieu avant la date de péremption des explosifs, le 28 octobre. Osisko a obtenu la réponse positive mercredi.

Une équipe d'experts du MDDEFP sera à Malartic lors du sautage, notamment pour mesurer les impacts du sautage sur la qualité de l'air, le

D'AUTRES SAUTAGES IMPORTANTS

Osisko veut faire sauter un bloc de roc de 940 000 tonnes aujourd'hui à Malartic, grâce à 25 000 kilogrammes d'explosifs. La durée totale du sautage sera de 37 secondes, en deux temps. D'autres sautages ont déjà dépassé le million de tonnes dans l'histoire minière du Québec.

- > 1974 : sautage de piliers à la mine souterraine de Matagami Lake
- > 1974 : sautage de plusieurs millions de tonnes de la calotte du mont Wright (Fermont), qui marquait le début de la mine à ciel ouvert.
- > Début des années 80 : agrandissement de la mine à ciel ouvert de Lac d'Amiante, de Thetford Mines
- > Entre 2008 et 2010 : trois sautages de plus de 1 million de tonnes à la mine souterraine Goldex, dont un sautage de 1,8 million de tonnes et d'une durée de 22,5 secondes en mars 2010.

Source : ministère des Ressources naturelles du Québec

bruit et les vibrations. Le gouvernement autorise seulement le sautage en question. Tout autre sautage dépassant les 6 secondes devra être analysé par le Ministère avant d'être autorisé.

CONGRÈS MONDIAL DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

L'événement fera des petits

PHILIPPE MERCURE

Le Congrès mondial des technologies de l'information s'est peut-être terminé cette semaine à Montréal, mais il pourrait bien laisser un héritage derrière lui. Devant le succès de l'événement, un groupe veut maintenant lancer une conférence similaire qui reviendrait tous les ans dans la métropole.

François Morin, PDG du Congrès mondial des technologies de l'information 2012, le Palais des congrès de Montréal et la firme d'organisation d'événements espagnole Fira Barcelona ont annoncé hier leur intention de créer un événement récurrent basé sur les

technologies de l'information dans la métropole.

« Ce que le Congrès mondial a permis de démontrer, c'est qu'il y a une place pour un événement international de ce genre à Montréal, a dit François Morin à *La Presse Affaires*. Il y avait une lacune à ce niveau et on veut la combler. »

« Il a fallu plus de deux ans pour planifier et organiser le Congrès mondial des technologies de l'information, a affirmé Marc Tremblay, PDG du Palais des congrès de Montréal. Très tôt, on s'est dit qu'il serait intéressant de capitaliser sur tous les efforts déployés pour poursuivre l'aventure. L'intérêt suscité

cette semaine nous a convaincus de le faire. »

Même si le programme n'est évidemment pas encore ficelé, François Morin promet un événement et des conférenciers

Selon le Palais des congrès, le Congrès mondial a généré des retombées touristiques directes de 5,5 millions.

« de la même envergure » que les Larry King, Don Tapscott et autres Carlos Slim fils qui ont pris la parole cette année.

« D'autres ententes avec d'autres partenaires vont être conclues dans les prochaines semaines », a dit M. Morin.

Tenu tous les deux ans dans une ville différente depuis 1978, le Congrès mondial des technologies de l'information est l'un des plus importants événements du genre de toute l'industrie des technologies de l'information.

Selon le Palais des congrès, l'événement a généré des retombées touristiques directes de 5,5 millions, ce qui le place dans la moyenne de la quinzaine de congrès internationaux tenus dans ce lieu chaque année.

La conférence a cependant suscité une couverture médiatique bien au-dessus de la

moyenne. Surtout, dit François Morin, il a permis aux entreprises locales de rencontrer les cadres supérieurs de géants comme Intel, Microsoft ou Xerox, autrement très difficiles à rejoindre.

« Le programme, c'est une chose, mais on voulait aussi laisser un héritage à Montréal, dit François Morin. Il est difficile pour l'instant de quantifier les retombées, mais on croit que ces rencontres conduiront à des relations d'affaires, à des rencontres subséquentes, à des contrats. »

Les organisateurs sonderont d'ailleurs les participants dans quelques mois pour tenter d'évaluer ces retombées.

AUTO

LUNDI

ATTENTION,
CERVEAU EN PANNE!

Tous les lundis dans

Anglo American La patronne du géant minier démissionne

JOHANNESBURG — La démission annoncée hier de Cynthia Carroll, patronne du géant minier Anglo American, numéro 1 mondial du platine, n'a pas surpris les initiés, alors que le groupe s'efforce de sortir d'une violente crise sociale en Afrique du Sud.

« La grogne des actionnaires était évidente depuis quelque temps », a souligné la banque BMO dans une note d'analyse.

La semaine dernière encore, la directrice générale avait pourtant fait le déplacement en Afrique du Sud depuis Londres pour des entretiens de haut niveau et pour tenter de sortir le groupe de la vague des grèves sauvages qui paralyse toujours sa production de platine.

Premier producteur mondial de platine avec sa filiale Amplats, Anglo American est un groupe bientôt centenaire, établi à Londres mais dont

la majeure partie du personnel et de l'activité est en Afrique du Sud. Le groupe emploie 76 000 salariés permanents dans ce pays, sur 100 000 dans le monde, selon son site.

Vendredi soir, le syndicat majoritaire NUM a annoncé que la direction d'Amplats avait accepté de réembaucher 12 000 mineurs grévistes licenciés le 5 octobre, dans le cadre d'un accord pour tenter de mettre fin à la grève.

L'accord comprend également un volet salarial.

Le conflit a duré sept semaines, surpassant en durée celui de Lonmin, à Marikana, où la grève avait duré six semaines et fait une cinquantaine de morts.

La démission de M^{me} Carroll était attendue par les marchés, qui savaient une partie des actionnaires et des investisseurs de plus en plus mal disposés à son égard.

— Agence France-Presse

Google, FOX et Cheerios

Les marques préférées des démocrates et des républicains



ISABELLE MASSÉ
MARKETING-
PUBLICITÉ

FOX est appréciée des partisans républicains. Le parti pris politique de la chaîne de télé américaine y est pour beaucoup. Mais qu'en est-il des autres marques aux États-Unis qui n'affichent pas publiquement leurs allégeances?

Cette semaine, YouGov BrandIndex a publié sa plus récente étude qui recense les marques les plus appréciées des partisans républicains, démocrates et indépendants aux États-Unis.

à la satisfaction du produit, la réputation de la marque et l'intérêt pour la recommander, notamment. Les marques reçoivent un score allant de 100 à -100.

Il suffit parfois de l'appui d'une personnalité ou de la mention d'une marque lors d'un discours pour que les partisans américains d'un camp ou de l'autre l'apprécient soudainement davantage. YouGov BrandIndex souligne que General Motors a subitement gagné en attrait auprès des démocrates lorsqu'on a fait entendre le slogan «Oussama ben Laden est mort, GM est en vie» (*Osama Bin Laden is Dead, GM is Alive*) à l'époque de la convention démocrate, en septembre dernier. Et Chick-Fil-A est devenue très appréciée des républicains depuis que le président de la chaîne a publiquement fait connaître ses positions antigay, l'été dernier...

Peut-on faire un parallèle au Québec? Y a-t-il des marques plus appréciées des partisans du Parti québécois, du

Il suffit parfois de l'appui d'une personnalité ou de la mention d'une marque lors d'un discours pour que les partisans américains d'un camp ou de l'autre l'apprécient soudainement davantage.

Chez les démocrates, Google arrive en tête de liste. Elle est suivie d'Amazon, des céréales Cheerios, des produits nettoyants Clorox et des outils Craftsman. Chez les partisans républicains, outre Fox News Channel, qui se classe en première position, History Channel, Craftsman, la chaîne de restauration rapide Chick-Fil-A et Johnson & Johnson se classent au haut de la liste. Selon le magazine spécialisé *Ad Age*, InGov BrandIndex établit les résultats de chaque marque en soustrayant les commentaires négatifs des commentaires positifs en ce qui a trait

Parti libéral, de Québec solidaire? «Le Québec est une nation de centre gauche, répond Jean-Jacques Strélski, professeur associé et chercheur à HEC Montréal. Par devoir éthique, les marques des entreprises publiques, par exemple, ont tendance à afficher une neutralité exagérée. À l'époque où je travaillais en agence de publicité, les annonceurs nous disaient: Pas de politique dans les pubs! Même la campagne de Labatt 50 "On est 6 millions, faut se parler", en 1975, en était une pour célébrer et rien d'autre. C'est après que ça a été récupéré de façon nationaliste.»

LES 10 MARQUES LES MIEUX PERÇUES PAR LES PARTISANS DÉMOCRATES

1. GOOGLE	65
2. AMAZON	58,8
3. CHEERIOS	55,4
4. CLOROX	55,2
5. CRAFTSMAN	55,2
6. DAWN	54,5
7. M&M'S	53,7
8. LEVI'S	53,4
9. PBS	53,1
10. SONY	53,1

LES 10 MARQUES LES MIEUX PERÇUES PAR LES PARTISANS RÉPUBLICAINS

1. FOX NEWS CHANNEL	64,5
2. HISTORY CHANNEL	62,8
3. CRAFTSMAN	62,3
4. CHICK-FIL-A	61,8
5. JOHNSON & JOHNSON	61,1
6. LOWE'S	60,7
7. CHEERIOS	59,7
8. CLOROX	58,9
9. FOX	58,6
10. DISCOVERY CHANNEL	58,3

La croissance américaine est insuffisante pour une reprise de l'emploi

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — La croissance économique des États-Unis s'est accélérée au troisième trimestre, mais les chiffres officiels du produit intérieur brut (PIB) américain publiés hier montrent qu'elle reste insuffisante pour permettre au chômage de baisser véritablement.

De juillet à septembre, le PIB du pays a progressé de 2,0% en rythme annualisé par rapport au deuxième trimestre, où il avait crû de 1,3%, a indiqué le département du Commerce.

À 10 jours de l'élection présidentielle qui opposera le président sortant Barack Obama au candidat du Parti républicain, Mitt Romney, le taux de croissance officiel apparaît avoir retrouvé son niveau du premier trimestre, mais reste inférieur au minimum requis (2,3 à 2,5% selon la banque centrale) pour permettre au chômage de baisser.

Le taux de chômage américain était officiellement de 7,8% en septembre, soit autant qu'à l'arrivée de M. Obama à

la Maison-Blanche en janvier 2009, et la question de l'état de l'économie nationale est au cœur des enjeux de cette élection, d'autant plus que la baisse du taux de chômage découle essentiellement de

La question de l'état de l'économie nationale est au cœur des enjeux de cette élection, d'autant plus que la baisse du taux de chômage découle essentiellement de la non-comptabilisation d'un nombre croissant de chômeurs découragés.

la non-comptabilisation d'un nombre croissant de chômeurs découragés.

«Nous avons reçu aujourd'hui une nouvelle série de nouvelles économiques décourageantes», a affirmé M. Romney dans un communiqué. «Croissance économique lente égale lente croissance de l'emploi et baisse du salaire net. Voilà le résultat de quatre années de présidence de M. Obama.»

La Maison-Blanche a insisté de son côté sur la poursuite de

la reprise économique, pour le «13^e trimestre d'affilée». Reconnaisant qu'il restait encore fort à faire pour sortir le pays de la crise, elle a estimé dans un communiqué que les chiffres du PIB constituaient

«une preuve supplémentaire de ce que l'économie progresse dans la bonne direction».

«Croissance médiocre»

Selon les chiffres du gouvernement, l'accélération de la croissance économique par rapport au deuxième trimestre a été tirée surtout par la consommation des ménages, qui a assuré à elle seule 71% de l'augmentation du PIB, et par les dépenses publiques militaires.

Celles-ci ont connu au troisième trimestre leur augmentation la plus forte en plus de trois ans (13,0%) et ont fait gagner 0,6 point de croissance au pays pendant l'été.

À l'inverse, la hausse du PIB apparaît avoir été freinée par le commerce extérieur, l'investissement privé hors logement et la baisse des stocks agricoles provoquée par la sécheresse qui touche le pays, et en particulier les grandes plaines du Centre, depuis la mi-juin.

Selon Nigel Gault, économiste du cabinet IHS Global Insight, la croissance économique ne s'accélère qu'en apparence.

La hausse des dépenses publiques, responsable à elle seule de l'augmentation du taux de croissance par rapport au deuxième trimestre, «ne se répétera pas», et, «d'une manière générale, l'économie ne dispose toujours que d'un élan fragile», note-t-il, estimant que la croissance ne devrait pas dépasser 2,0% pour les trois derniers mois de l'année.

Son confrère Peter Newland, de Barclays Capital, est d'un avis similaire. Pour lui, «rien dans les chiffres du PIB ne laisse penser que l'activité américaine s'écarte, pour le meilleur ou pour le pire, de la voie d'une croissance médiocre».

Élément encourageant néanmoins, l'Université du Michigan a annoncé hier que son indice mesurant le moral des ménages américains était remonté en octobre à son plus haut niveau en cinq ans, en dépit de toutes les incertitudes qui planent sur l'avenir de l'économie du pays.

71%

La consommation des ménages a assuré à elle seule 71% de l'augmentation du PIB américain au troisième trimestre.

STEP (Society of Trust and Estate Practitioners) – Chapitre de Montréal

a l'honneur d'annoncer que M. Philippe de Gaspé Beaubien et M^{me} Nan-b de Gaspé Beaubien ouvriront leur saison de conférences pour 2012-2013,

le 7 novembre prochain au Club St-James, situé au 1145, avenue Union à Montréal.

Durée : de 17 h 30 à 20 h 30

« Une conversation avec Philippe et Nan-b de Gaspé Beaubien »

Dans un échange avec l'auditoire, ils aborderont l'importance pour les familles et leurs conseillers d'avoir des objectifs clairs et un but commun pour la création d'un Bureau des services partagés par la famille et la philanthropie familiale.

Un cocktail dînatoire précédera la conférence.

Pour les inscriptions :
memberservices@Step.ca ou 1 877 991-4949, poste 221

STEP
Canada

CIBC

RBC

RBC Wealth Management

Deloitte
Samson Belair-Deloitte & Touche

Citi Private Bank
citi

STIKEMAN ELLIOTT



PLUS-VALUE

POUR MIEUX GÉRER VOS PLACEMENTS

« Nous avons reçu [hier] une nouvelle série de nouvelles décourageantes. Croissance lente, lente croissance de l'emploi et baisse du salaire net. Voilà le résultat de quatre années de présidence de Barack Obama. »

— Le candidat républicain à la présidence des États-Unis, Mitt Romney

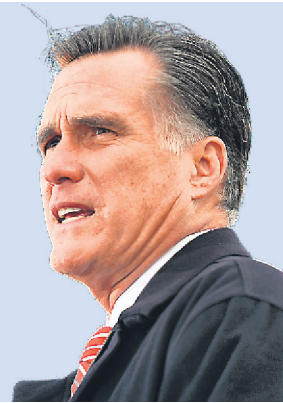


PHOTO AFP

Une brique pour voter

Le 1^{er} janvier 2013, un mur budgétaire de 600 milliards se dressera aux États-Unis. La vague d'austérité risque de provoquer une grave récession... et un choc dans le portefeuille des investisseurs. Mais l'élection du 6 novembre prochain peut encore changer la donne. Chronique d'une récession annoncée.



STÉPHANIE GRAMMOND

Grève générale en Grèce, manifestation antiaustérité en Espagne et au Portugal: les restrictions budgétaires pèsent lourd sur l'économie et la population, partout en Europe. Mais la vague d'austérité touchera bientôt les États-Unis.

« On parle beaucoup des problèmes de l'Europe, mais le déficit des États-Unis est l'un des pires du monde », dit Jean-René Adam, chef des placements adjoint et vice-président des marchés américains chez Hexavest.

Le déficit budgétaire américain s'élève à 9 % du produit intérieur brut (PIB). Pire qu'en Espagne, qu'en Grèce, qu'en Irlande...

En fait, les finances des États-Unis sont étirées au maximum. Les dépenses du gouvernement sont à un sommet historique (à 24 % du PIB, contre 20 % en moyenne), tandis que ses revenus sont à un creux (à 15 % du PIB, contre 18 % historiquement).

« Ce n'est pas exactement une bonne combinaison », ironise Paul Taylor, chef des investissements chez BMO Asset Management.

Mais au moins, cela démontre que les Américains ont une certaine marge de manœuvre pour rééquilibrer leur budget. Et ils n'auront pas le choix: un mur budgétaire se dressera automatiquement le 1^{er} janvier prochain (voir texte ci-dessous).

Récession annoncée

Le jour de l'An 2013, plusieurs mesures entreront automatiquement en vigueur: réduction des dépenses gouvernementales, abolition de plusieurs allègements fiscaux...

Au total, cette vague d'austérité retirera 600 milliards de l'économie, ce qui représente environ 4 % du PIB, comme le démontre notre tableau. « C'est gigantesque! Avec ça, les États-Unis sont assurés d'avoir une sévère récession », dit M. Adam.

Il faut dire que l'économie américaine roule déjà au ralenti, même si l'État a pesé sur l'accélérateur avec des politiques monétaires et fiscales extrêmement stimulantes. « Malgré tout, nous n'avons pas réussi à atteindre un taux de croissance annualisé de plus de 1,3 % au

dernier trimestre », constate Jack Ablin, chef des investissements, de la Banque privée BMO à Chicago.

Toutefois, les marchés financiers espèrent que le mur budgétaire sera moins haut que prévu. Le consensus s'attend à des mesures d'austérité d'environ 150 à 200 milliards. L'impact serait d'environ 1 % du PIB, ce qui permettrait peut-être d'esquiver la récession de justesse.

Élections du 6 novembre

Tout dépendra de l'issue de l'élection présidentielle du 6 novembre prochain. Peu importe qui sera élu, le risque de faux pas sera élevé, estime Ed Sollbach, stratège chez Valeurs mobilières Desjardins. « Le président devra naviguer avec un "fiscal cliff" d'un côté et un déficit de 1000 milliards de l'autre », illustre-t-il.

Si Mitt Romney l'emporte, il sera plus simple d'arriver à une entente avec la Chambre des représentants qui sera certainement républicaine.

« Mais si le président Obama est réélu, avec une Chambre républicaine, le mur budgétaire sera plus difficile à résoudre et il n'y aura probablement pas de solution avant le début de 2013 », avance M. Sollbach.

Quand les Américains frappent un mur

STÉPHANIE GRAMMOND

Le 1^{er} janvier prochain, l'économie américaine, qui tourne déjà au ralenti, pourrait frapper un mur budgétaire de près de 600 milliards, ce qui représente environ 4 % du produit intérieur brut (PIB).

Ce mur est constitué de plusieurs briques. En fait, plusieurs programmes de réductions d'impôt arriveront à échéance, alors que le gouvernement sera forcé de réduire ses dépenses afin d'assainir ses finances.

La dette au plafond

La dette américaine s'approche rapidement du plafond de 16 400 milliards que les Américains ont réussi à relever, *in extremis*, l'an dernier. Cette saga avait d'ailleurs entraîné la décade des États-Unis par Standard & Poor's.

Pour relever le plafond, il fallait alors trouver une façon de réduire le déficit. Or, les deux partis ne s'entendaient pas sur les moyens à prendre. Les républicains préféraient réduire les dépenses, alors que les démocrates voulaient plutôt augmenter les impôts.

Afin de dénouer l'impasse, ils ont convenu de réduire le déficit d'environ 1200 milliards sur 10 ans (environ 100 milliards par année) en décrétant des réductions de dépenses qui entreront en vigueur automatiquement le 1^{er} janvier 2013.

Au programme: d'importantes réductions dans le budget de la Défense (55 milliards) qui déplaisent aux républicains ainsi que des coupes dans les dépenses discrétionnaires (45 milliards) qui déplaisent aux démocrates.

« C'étaient des mesures qui ne faisaient plaisir à personne pour forcer les partis à s'entendre »,

explique Jean-René Adam, chef des placements adjoint chez Hexavest. Mais l'échéance approche, et les négociations n'ont pas encore porté fruit.

Exit les baisses d'impôts

Par ailleurs, plusieurs programmes de réduction des impôts doivent aussi prendre fin le 1^{er} janvier.

Par exemple, les baisses d'impôt décrétées par le gouvernement Bush, et qui avaient toujours été reconduites depuis les années 2000, arrivent à échéance. Une ponction d'environ 200 milliards.

« Les démocrates voudraient retirer l'avantage fiscal aux riches seulement, c'est-à-dire ceux qui gagnent plus de 250 000 \$ par année, et maintenir la réduction pour la classe moyenne. Les républicains voudraient reconduire l'allègement fiscal pour tous les Américains », expose M. Adam.

Par contre, les deux partis s'entendent pour ramener les cotisations sociales à leur ancien niveau. Pour stimuler l'économie en 2010, l'État avait réduit les cotisations (Payroll Tax Cut) de 6,2 % à 4,2 % du salaire. Une économie d'environ 1000 \$ par famille.

« C'est à peu près sûr que ça va se faire, estime M. Adam. Et ça veut dire 100 milliards de moins dans les poches des consommateurs. »

Déjà, le consommateur américain, pilier de l'économie, est plutôt chancelant. « Depuis 1999, la classe moyenne aux États-Unis fait face à un déclin continu de ses revenus réels et de son pouvoir d'achat », dit Jack Ablin, chef des investissements, de la Banque privée BMO à Chicago.

*Tous les montants sont en dollars US

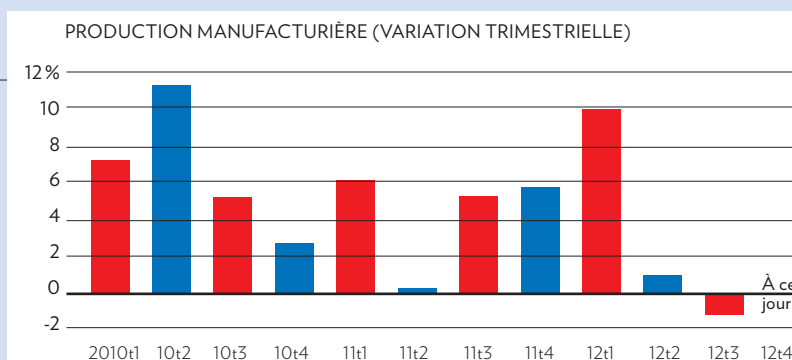
UN GRAPHIQUE VAUT 1000 MOTS

É.-U. : le secteur manufacturier piétine

Le marasme mondial et l'incertitude intérieure continuent à entraver l'expansion américaine. Au troisième trimestre, une chute de l'activité de fabrication a fait subir à la production industrielle son premier recul en

trois ans. Divers indicateurs avancés laissent présager que ces difficultés perdurent au quatrième trimestre 2012.

Source: Financière Banque Nationale



SUR LE RADAR

Chaque samedi, un financier différent répond à nos questions. Il donne sa lecture des marchés, offre son point de vue sur la Bourse et lance quelques conseils d'investissement. Cette semaine, **Guy Côté, de la Financière Banque Nationale.**

Quand l'immobilier va, tout va

STÉPHANIE GRAMMOND



À votre avis, quel est l'événement le plus significatif des derniers jours à la Bourse ?

Quand le président de la Réserve fédérale américaine, Ben Bernanke, a annoncé la troisième phase d'assouplissement quantitatif (QE3), les actifs plus risqués tels que les actions ont vraiment bien progressé. La Bourse américaine a connu une belle performance.

Mais cette semaine, il y a eu un retour à la normale avec la saison des résultats trimestriels. On s'attendait à un trimestre plus faible. Mais en plus, les grandes sociétés phares comme McDonald's ou United Technologies ont été très prudentes en donnant les perspectives pour les prochains trimestres. Cela a jeté une douche froide sur les attentes des investisseurs qui étaient trop fortes.



Quel indicateur suivez-vous le plus attentivement en ce moment ?

Nous suivons deux indices. Le premier est l'indice ISM (Institute for Supply Management). Au mois de septembre, l'indice est remonté au dessus de 50, ce qui démontre que l'économie américaine est en mode expansion. Et surtout, on a vu un rebond de la composante de la construction de maisons. Pour nous, il est très important que cette expansion se poursuive.

Nous regardons aussi l'emploi aux États-Unis. Le taux de chômage a baissé aux États-Unis, mais il faudrait que la création d'emplois soit plus robuste. Le mois dernier, il y a eu 114 000 emplois créés. Ce n'est pas mauvais, mais on aimerait avoir au-dessus de 150 000 créations d'emplois par mois.



Que feriez-vous avec 10 000 \$ à investir ?

En ce moment, on aime énormément les actions internationales et américaines. Compte tenu de la vigueur du dollar, c'est un très bon moment pour convertir des devises.

Aux États-Unis, les statistiques démontrent que lors des années électorales, la Bourse accuse un rendement négatif en octobre (-0,73% en moyenne depuis 1964). Mais ensuite, les mois de novembre et décembre sont positifs, avec des rendements de 1,14% et 0,52% respectivement.

Le secteur financier américain, avec l'indice Financial Select Sector SPDR (XLF), est particulièrement intéressant parce qu'on croit que les banques vont revenir. On aime aussi l'Europe, avec l'indice Vanguard MSCI Europe (VGK) qui offre un très beau dividende. Les deux fonds se négocient à la Bourse américaine.



Quel placement évitez-vous à tout prix ?

Toutes les obligations à long terme. Avec des taux d'intérêt aussi bas, ça devient très risqué de détenir des obligations de plus de 20 ans. Ça prend toujours des obligations dans un portefeuille, mais il faut rester avec des échéances plus courtes, en favorisant une durée maximale de 5 ans.



Qu'est-ce que les marchés sous-estiment le plus présentement ?

Le marché sous-estime la vigueur de la reprise du secteur de la construction. Avec le QE3, les banques américaines sont beaucoup plus disposées à offrir du refinancement aux propriétaires. Cela a un impact majeur. Imaginez un ménage qui paie 1% de moins d'intérêt sur son hypothèque: du jour au lendemain, il a beaucoup plus d'argent dans ses poches. Ça aide la consommation, l'économie et l'emploi.

En septembre, on a vu une augmentation de 15% des mises en chantier aux États-Unis, le plus haut niveau depuis quatre ans. Le prix des maisons a recommencé à augmenter. La tendance est là. On s'en va dans la bonne direction. La crise financière aux États-Unis a commencé dans l'immobilier. Et tout va repartir par là.



Guy Côté est premier vice-président et gestionnaire de portefeuille depuis 18 ans à la Financière Banque Nationale. Épaulé par quatre personnes, il gère des actifs de 300 millions pour une clientèle de détail fortunée.

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

tre portefeuille

Comme avec la saga du plafond de la dette, le problème risque de se régler à la dernière seconde. «D'ici là, tout le monde va avoir peur», dit M. Adam. Ces craintes affectent déjà l'éco-

nomie. Les entreprises sont sur la défensive. Elles ont réduit leurs investissements, préférant garder l'argent dans leurs coffres en vue d'une récession.

comme les pharmaceutiques, la consommation de base et les services aux collectivités. Et il garde sur son radar les secteurs qui pourraient être influencés par les élections

prédit M. Adam. Toutefois, M. Romney a promis de hausser le ton face à l'Iran, ce qui pourrait augmenter les tensions géopolitiques... et faire grimper le prix du pétrole.

Financières

Dans la foulée de la crise du crédit, le président a resserré les règles du jeu pour les banques. De son côté, Mitt Romney s'est engagé à alléger la réglementation des sociétés financières. Le secteur financier pourrait donc bien réagir à son élection.

Aurifères

Le président Obama appuie la politique du président de la Réserve fédérale, Ben Bernanke. Mais pas Mitt Romney, qui a déjà promis de le congédier. Les républicains sont contre l'assouplissement quantitatif, contre le fait d'imprimer de l'argent pour déprécier la devise américaine. «Si la politique monétaire devient plus restrictive, ce sera mauvais pour le prix de l'or qui a beaucoup grimpé avec l'assouplissement quantitatif et la perte de confiance dans la devise américaine», explique M. Adam. Un risque important à surveiller...

américaines. Voici quelques exemples:

Défense

Avec des coupes prévues de 55 milliards, le secteur de la Défense sera sur le qui-vive. Ça risque de faire mal, surtout si le président Obama est réélu.

Énergie

Si Romney prend le pouvoir, on pourrait assister à une baisse des prix de l'énergie. Les républicains sont moins chatouilleux sur les questions environnementales. Les projets de fracturation hydrauliques pour l'exploitation du gaz de schiste avancent plus rapidement, ce qui augmentera la production et réduira les prix de l'énergie,

« C'est gigantesque ! Avec ça [600 milliards retirés de l'économie américaine], les États-Unis sont assurés d'avoir une sévère récession. »

— Jean-René Adam, VP chez Hexavest

Une brique pour la Bourse

Pourtant, la Bourse américaine a grimpé de plus de 12% cette année, malgré l'ombre du mur budgétaire. La semaine dernière, l'indice S&P 500 a même dépassé son sommet historique de 2007, en incluant les dividendes.

Cela incite M. Adam à la prudence. «Actuellement, nous sommes très défensifs dans nos portefeuilles. Pour nous, c'est inquiétant», dit-il. Le gestionnaire préfère rester cantonné dans des secteurs moins vulnérables à un repli économique,

de 600 milliards

Le 1^{er} janvier 2013, plusieurs programmes de baisses d'impôt arriveront à échéance, en même temps qu'entreront en vigueur des mesures de réduction des dépenses de l'État prévues lors du relèvement du plafond de la dette

AUGMENTATIONS D'IMPÔT PRÉVUES	MILLIARDSUS	% DU PIB
Expiration des baisses d'impôt de l'administration Bush et de l'AMT (Alternative Minimum Tax)	221	1,5
Expiration de la réduction des cotisations sociales (Payroll Tax Cut)	95	0,6
Expiration d'autres baisses d'impôt	65	0,4
Instauration de l'impôt de l'Affordable Care Act (Obamacare)	18	0,1
SOUS-TOTAL	399	2,6
RÉDUCTION DES DÉPENSES		
Réductions automatiques des dépenses discrétionnaires	65	0,4
Expiration des mesures d'aide temporaires aux chômeurs	26	0,2
Ponction dans le Medicare	11	0,1
SOUS-TOTAL	103	0,7
AUTRES CHANGEMENTS DANS LES REVENUS ET LES DÉPENSES		
TOTAL	607	4
EFFETS DES MÉCANISMES DE STABILISATION AUTOMATIQUE DE L'ÉCONOMIE		
GRAND TOTAL	560	3,7

Source: Congressional Budget Office

LA PRESSE AFFAIRES

LES BONS COMPTES FONT LES BONS AMIS

Libre-échange, vraiment?



STÉPHANIE GRAMMOND

LE PRODUIT

Des chaussures en vente sur un site web américain.

LE HIC

Le commerçant ajoute des droits parce que les chaussures ont été fabriquées au Salvador.

« Mais moi j'achète aux États-Unis et j'habite au Canada! »
- Aimé Quintal

AU BOUT DU COMPTE

L'accord de libre-échange ne vise que les produits qui sont fabriqués aux États-Unis. Les consommateurs doivent payer des droits si le produit a été fabriqué ailleurs, même s'ils achètent d'un commerce américain.

Mais depuis 20 ans, la mondialisation a complètement changé le paysage de l'import-export. Aujourd'hui, les importations des États-Unis représentent seulement la moitié des produits importés au Canada, par rapport aux deux tiers en 1990.

Désormais, nos produits de consommation sont fabriqués aux quatre coins du monde, en particulier en Asie. Ainsi, la part des importations du Canada en provenance de la Chine a bondi de 1% à 11%, selon Industrie Canada.

Le Canada a conclu des ententes de libre-échange avec plusieurs autres pays, indique Benoît P. Durocher, économiste principal au Mouvement Desjardins. Certaines sont en vigueur (Israël, Pérou, Chili, Norvège, Suisse, Costa Rica, etc.). D'autres, pas encore (Panama, Jordanie, Colombie). Des négociations se poursuivent avec de nombreux pays, notamment ceux de l'Union européenne.

Casse-tête

Voilà un beau casse-tête pour les consommateurs! Par exemple, Aimé Quintal voulait acheter une paire de chaussures sur le site internet d'un commerçant du Maine qui offre la livraison gratuite aux Québécois.

Avant de commander, il a téléphoné au commerçant qui l'a informé qu'il aurait 109,44\$US à déboursier, alors que les chaussures étaient annoncées à 79,99\$US. Pratiquement 30\$US de plus. Pourquoi cette différence de prix? À cause des droits de douane, a expliqué le commerçant. Ah bon, et le libre-échange?

L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui a succédé à l'Accord de libre-échange canado-américain, s'applique uniquement aux produits fabriqués sur le territoire du Canada, des États-Unis et du Mexique, explique Denis Gendron, vice-président chez Dolbec International, à Québec.

Comme les chaussures ont été fabriquées au Salvador, il y a des droits de 18%, nous a confirmé le courtier en douane. Selon ses calculs, les fameuses chaussures devraient coûter 108,53\$, en ajoutant la TPS et la TVQ.

M. Quintal a été chanceux que le commerçant lui donne l'information juste. Souvent, les commerçants américains ne sont pas au courant. Et les consommateurs ont la mauvaise surprise lorsque le livreur se présente à leur porte. En plus des taxes et des droits, ils doivent aussi payer des frais de dédouanement à

l'entreprise de livraison qui agit comme courtier en douane.

Pour éviter les frustrations, les consommateurs peuvent demander au commerçant l'origine du produit, puis vérifier les droits applicables en téléphonant à l'Agence des services frontaliers du Canada (1-800-461-9999). On peut aussi consulter le site web www.cbsa-asfc.gc.ca/contact/bis-sif-fra.html. Mais le Tarif des douanes est un document de 1543 pages que peu de consommateurs auront envie de lire!

Certains consommateurs s'adressent directement à un courtier en douane, surtout pour importer de plus gros biens, comme des meubles ou des accessoires automobiles. «En ce moment, c'est la folie des pneus! Beaucoup de propriétaires de VUS importent leurs pneus des États-Unis, car les prix sont moins élevés», dit M. Gendron.

Pour les produits qui valent moins de 800\$, les frais de courtage s'établissent à environ 70\$ et pour les produits qui valent entre 800 et 1600\$, les frais sont d'environ 95\$. Il faut ensuite ajouter les frais de transport, les droits de douane et les taxes de vente.

Cadeau de Grec

Attention aux adeptes d'eBay et d'autres sites d'encan. «Souvent, les gens pensent que lorsqu'ils achètent un produit d'occasion, il n'y a pas de taxes», rapporte M. Gendron. Erreur!

Dès qu'un produit passe la frontière, les droits et taxes s'appliquent, sauf si le produit vaut moins de 20\$.

Les cadeaux reçus de l'étranger sont exempts de droits et de taxes... mais seulement si leur valeur est inférieure à 60\$. À la réception, il faudra payer les droits et taxes sur l'excédent. «On appelle ça un cadeau de Grec!», lance M. Gendron.

Par contre, les Canadiens qui séjournent à l'étranger du pays peuvent rapporter des marchandises en franchise de droits et de taxes. L'exemption personnelle a d'ailleurs été bonifiée l'été dernier. Désormais, il est possible de rapporter jusqu'à 200\$ après une absence de plus de 24 heures, et jusqu'à 800\$ après une absence de plus de 48 heures.

Finalement, M. Quintal profitera de cette exemption pour se procurer des chaussures, sans droits ni taxes. «Je vais attendre d'aller en voyage pour les acheter», dit-il.

Vous êtes tombé dans un piège? Vous souhaitez dénoncer des pratiques commerciales douteuses? Faites-nous part de vos problèmes de consommation. Écrivez-nous en fournissant vos coordonnées. Notre adresse:

À VOS AFFAIRES

La Presse / Rédaction, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, Québec, H2Y 1K9
Notre courriel: avosaffaires@lapresseaffaires.com
a/s Stéphanie Grammond
514-285-7000

L'Accord de libre-échange canado-américain célèbre son 25^e anniversaire ce mois-ci. Cela fait un quart de siècle que les États-Unis et le Canada ont conclu l'entente qui a fait tomber les barrières tarifaires en 1989.

Planifier... ses placements

Investissez avec confiance. Profitez de la stabilité et de la croissance de vos placements grâce à notre combinaison de stratégies et de conseils personnalisés. Nous pouvons vous aider à combler les besoins de vos êtres chers... maintenant et pour longtemps.

Parlez-en à un conseiller dans un bureau près de chez vous.

groupeinvestors.com

1-888-746-6344

Le Plan du **Groupe Investors**

SOUS LA LOUPE

Se serrer la ceinture pour une retraite à la campagne

ISABELLE DUCAS
COLLABORATION SPÉCIALE

Depuis quelques années, Hélène caresse un rêve: acheter une modeste petite maison à la campagne au moment de sa retraite, dans quatre ans, pour y couler des jours paisibles. Mais la Montréalaise de 62 ans se demande si elle rêve en couleur, étant donné qu'elle est célibataire, locataire et qu'elle a peu d'épargne pour ses vieux jours. «Mais je suis prête à travailler à temps partiel jusqu'à 70 ans s'il le faut», souligne-t-elle, en se disant qu'elle aurait peut-être ainsi les moyens de mettre son projet à exécution.

Hélène est fonctionnaire pour le gouvernement fédéral, où elle a commencé à travailler à 51 ans. Le régime de retraite des employés du gouvernement lui assure donc une rente de retraite, mais comme elle n'y cotise que depuis 11 ans, sa rente sera moins élevée que celle de ses collègues qui y ont fait toute leur carrière.

Comme des milliers d'autres fonctionnaires, Hélène a été informée ces derniers mois que son poste disparaissait, en raison des compressions annoncées dans le dernier budget fédéral. À quatre ans de sa retraite, elle a eu quelques sueurs froides, puisqu'elle n'avait pas les moyens de cesser de travailler. Heureusement, elle a trouvé rapidement un nouvel emploi ailleurs dans la fonction publique, au même salaire que son ancien poste. Mais cet épisode l'a incitée à se pencher sur ce qui l'attend à la retraite.

La planificatrice financière et actuaire Nathalie Bachand, du cabinet Bachand Lafleur Groupe-conseil, a examiné la situation d'Hélène pour vérifier si ses projets sont réalistes. Son verdict: oui, la fonctionnaire peut envisager l'achat d'une modeste propriété, d'environ 100 000\$, mais au prix d'efforts financiers considérables. «Avant son poste au gouvernement, ses revenus étaient plutôt

irréguliers, ce qui fait qu'elle a peu d'actifs qui peuvent lui servir pour acheter une maison», observe la planificatrice financière.

Profiter des crédits d'impôt des fonds de travailleurs

Si Hélène est très motivée à atteindre son objectif, Nathalie Bachand lui suggère de continuer de garnir son REER au cours des quatre prochaines années, pour s'en servir pour l'achat de sa future propriété. Actuellement, la fonctionnaire épargne peu. Son coût de vie est à peu près équivalent à son revenu net de 30 000\$. Elle a 6000\$ d'épargne dans un CELI, et 10 000\$ en REER, dont 5000\$ investis dans le fonds de travailleurs Fondation de la CSN. Hélène assure qu'elle serait prête à se serrer la ceinture et à mettre 1200\$ de côté par année en prévision de son projet.

Pour avoir le plus d'argent possible dans son REER au moment de prendre sa retraite, en 2016, Hélène devrait y faire une cotisation annuelle de 5000\$ au cours des quatre prochaines années. Et elle devrait continuer d'investir dans un fonds de travailleurs, pour profiter du crédit d'impôt auquel il donne droit. «La cotisation de 5000\$ lui procure un remboursement d'impôt de 2000\$ dû au crédit d'impôt de 40% lié au fonds de travailleurs de la CSN, et un remboursement d'impôt de 1920\$ lié à la déduction du REER, explique M^{me} Bachand. Finalement, sa cotisation lui coûte donc 1080\$, ce qui équivaut à l'épargne qu'elle peut dégager annuellement.»

Nathalie Bachand fait cependant une mise en garde au sujet des fonds de travailleurs: comme il s'agit d'investissements qui comportent une part de risque, Hélène n'a pas tout à fait le profil requis pour y investir, si près du moment où elle aura besoin de ses économies. «D'habitude, quand l'horizon de placement est court, on privilégie des investissements plus sûrs, mais en raison du crédit d'impôt, cela constitue

sa seule option pour accumuler autant d'argent dans une courte période de temps», note-t-elle.

Un RAP qu'on ne rembourse jamais

En suivant cette stratégie, Hélène pourra verser 20 000\$ de plus dans son REER dans les quatre prochaines années, ce qui lui donnera un total de 33 000\$ à l'aube de sa retraite, en supposant un rendement de 2,5%. Grâce au RAP, elle pourra se servir d'une somme de 25 000\$ (le maximum permis par le programme) provenant de ses REER comme mise de fonds sur sa future propriété, sans impact fiscal immédiat. Selon les règles du RAP, deux ans après le retrait, il faut commencer à remettre les sommes empruntées dans les REER, sur une période de 15 ans. Pour Hélène, le remboursement équivaudrait donc à 1667\$ par année.

Nathalie Bachand recommande cependant à Hélène de ne pas remettre dans ses REER les sommes empruntées pour le RAP. «Elle sera déjà à la retraite, elle aura besoin de son REER, ça ne sert à rien d'y remettre ces sommes pour les retirer ensuite.»

Si elle ne rembourse pas son RAP, Hélène sera toutefois imposée sur la somme due, soit 1667\$, pendant 15 ans, ce qui correspondra à environ 475\$ d'impôts annuellement. «C'est comme si elle retirait de son REER 1667\$ par année, explique la planificatrice financière. C'est pour elle la meilleure solution puisqu'elle sera à la retraite et qu'elle n'a pas vraiment d'autres liquidités.»

Pour acheter sa propriété de 100 000\$, la retraitée devra donc obtenir un prêt hypothécaire de 75 000\$. Amorti sur une période de 25 ans, à un taux de 4%, ce prêt nécessiterait des paiements mensuels de 436\$, soit 5232\$ par année. En prévoyant 4000\$ par année pour les taxes et les frais d'entretien, Hélène devrait donc s'attendre à des coûts de 9232\$ par année pour sa future maison à la campagne. Actuellement, son loyer à

LA QUESTION

«Ai-je les moyens de m'acheter une modeste propriété à la campagne pour ma retraite, même si je suis actuellement locataire et que j'ai peu d'épargne.»

- Hélène, 62 ans

LES DONNÉES

Salaire: 48 000\$

Actifs

REER: 10 000\$

CELI: 6000\$

Passif

Aucun

« Son rêve est réalisable avec beaucoup de bonne volonté et de discipline. Mais tout imprévu pourrait venir lui mettre des bâtons dans les roues. »



NATHALIE BACHAND

Planificatrice financière et actuaire, Bachand Lafleur, groupe-conseil

Montréal lui coûte 7200\$ par année, et ses autres dépenses totalisent environ 21 600\$. Hélène affirme qu'elle est prête à réduire ses autres dépenses de 20%, ce qui les ramènerait à 17 300\$. Son coût de vie à la retraite s'élèverait donc à 26 500\$.

Ses revenus lui permettraient d'assumer de telles dépenses? Après sa retraite de la fonction publique, dans quatre ans, Hélène se dit prête à travailler à temps partiel jusqu'à 70 ans. Nathalie Bachand a calculé qu'elle pourrait gagner 14 000\$ par année en travaillant à temps partiel. Elle recevra aussi une rente de près de 10 000\$ par année du régime de retraite de la fonction publique fédérale, 7000\$ de la Régie des rentes du Québec et 6500\$ de pension de vieillesse, pour un total de 37 500\$, soit environ 31 000\$ après impôts.

Si elle parvient bel et bien à réduire ses autres dépenses, Hélène serait donc en mesure de faire face aux coûts liés à sa nouvelle maison, tout en continuant à épargner pendant ces quatre années. Son épargne pourra être déposée dans un CELI. Au moment où elle quittera son emploi à temps partiel, à 70 ans, elle devra puiser dans ses REER et dans son CELI pour combler le manque à gagner - Nathalie Bachand a fait ses calculs en supposant un rendement de 3% sur les placements, étant donné le profil plutôt prudent d'Hélène. Mais à 77 ans, elle sera sans doute obligée de vendre sa maison.

«Son rêve est réalisable avec beaucoup de bonne volonté et de discipline, souligne la planificatrice financière. Mais tout imprévu pourrait venir lui mettre des bâtons dans les roues.»

ÉCRIVEZ-NOUS! Vous aimeriez qu'un planificateur financier examine votre situation? Investissement, immobilier, retraite, héritage, impôt, crédit, budget... Quelle que soit la nature de vos questions, écrivez-nous! Les dossiers retenus seront analysés par un spécialiste, dans le cadre de la chronique «Sous la loupe».

VOICI NOTRE ADRESSE

À vos affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
ou notre courriel: avosaffaires@lapresseaffaires.com

CHINE

Des lendemains prometteurs pour Bombardier Transport

MARIE TISON

Même si le gouvernement chinois a ralenti ses projets de trains à grande vitesse, les perspectives sont particulièrement intéressantes pour Bombardier Transport en Chine.

«Bombardier est bien positionnée pour de nouvelles commandes dans le secteur des trains et il y a des occasions importantes dans d'autres secteurs du transport», écrit l'analyste Cameron Doerksen, de la Financière Banque Nationale, dans un rapport résumant ses impressions après une tournée organisée par Bombardier en Chine.

Le début de l'année 2012 n'a toutefois pas été propice pour Bombardier Transport dans l'empire du Milieu. À la suite d'un important accident de train à haute vitesse (qui n'impliquait nullement Bombardier) en juillet 2011, le gouvernement chinois a mis la pédale douce sur tous les nouveaux projets de ce type. Ce ralentissement a contribué à une chute de 64% des revenus de Bombardier Transport en Asie-Pacifique au premier semestre de 2012. Bombardier devait livrer un premier train à haute vitesse Zefiro cet automne, mais cette livraison a été reportée à la fin de 2013.

«Avec la récente renégociation du contrat de trains à haute vitesse avec la Chine, qui a entraîné une composition différente de la commande mais qui a conservé sa valeur (2 milliards US), les livraisons de Bombardier en Chine devraient reprendre au cours des prochains trimestres», écrit M. Doerksen.

Il note que le ministère chinois des Chemins de fer n'a pas commandé de nouveaux trains à haute vitesse cette année et que certaines liaisons sont déjà à plein rendement.

«Il est donc probable qu'il y ait de nouvelles commandes à l'horizon», écrit-il.

L'analyste entrevoit également des occasions intéressantes pour Bombardier du côté des trains de banlieue et des métros.

«Compte tenu de l'urbanisation rapide de la Chine, plusieurs grandes villes n'ont aucun système de transport en commun, ou un système sous-développé, note M. Doerksen. Les entreprises communes de Bombardier en Chine ont la capacité de fabriquer des voitures de train de banlieue et de métro, ce qui devrait leur permettre de remporter une bonne proportion des nouvelles commandes.»

La signalisation constitue selon lui un autre secteur intéressant pour Bombardier.

«Les concurrents locaux sont moins développés et Bombardier est un robuste concurrent en ce qui concerne les technologies de nouvelles générations qui seront probablement adoptées pour les nouvelles liaisons en Chine.»

La semaine dernière, un analyste qui a participé à la même tournée en Chine, Walter Spracklin, de Marchés des capitaux RBC, a exprimé de l'inquiétude au sujet de l'entreprise chinoise chargée de réaliser des sections du fuselage de la CSeries. Il a noté que Bombardier Aéronautique avait rapatrié dans ses propres installations la production initiale de la section du milieu du fuselage, laissant la production du fuselage arrière à la société chinoise SAC Commercial Aircraft Company (SACC). Il a dit craindre que ce partenaire chinois éprouve des difficultés avec cette section et retarde ainsi le premier vol de la CSeries.

Dans son rapport, Cameron Doerksen repousse cette possibilité. Il a rappelé que SACC avait déjà livré à Mirabel le fuselage arrière pour le premier avion d'essai de la CSeries et que les fuselages pour quatre autres avions d'essai étaient présentement en production.

«Ce fournisseur semble respecter l'échéancier de Bombardier, écrit-il. Toutefois, le fait de rapatrier des composants, dont la section du milieu du fuselage, a probablement augmenté les coûts de développement de la CSeries.»

LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES

Projet-pilote dans les ports de Montréal et de Prince-Rupert

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Deux ports canadiens – celui de Montréal et celui de Prince-Rupert, en Colombie-Britannique – sont mis à contribution pour tester une nouvelle formule douanière qui pourrait permettre d'accélérer le transport des marchandises sur tout le continent nord-américain.

Ces deux ports participent à des projets-pilotes visant à mettre en œuvre le principe «dédouanées une fois, acceptées deux fois», un des éléments clés de l'entente conclue en décembre 2011 entre le Canada et les États-Unis afin de réduire les obstacles à la libre circulation des biens et des personnes entre les deux pays, sans négliger la sécurité à la frontière nord-américaine.

En vertu de ce principe, le fret maritime arrivant au port de Montréal sera dédouané par les agents canadiens et il pourra ensuite être acheminé par camions à la fois sur le territoire canadien et sur le territoire américain. Le projet-pilote à Montréal doit commencer d'ici quelques semaines.

Au port de Prince-Rupert, où le projet-pilote a été instauré au début du mois, le cargo maritime est également inspecté par des agents canadiens et il est ensuite transporté au Canada et aux États-Unis par voie ferroviaire sans être examiné à la frontière canado-américaine.

Les deux projets-pilotes doivent durer en tout entre six mois et un an et doivent permettre d'harmoniser les procédures douanières entre le Canada et les États-Unis. Si les résultats sont concluants,

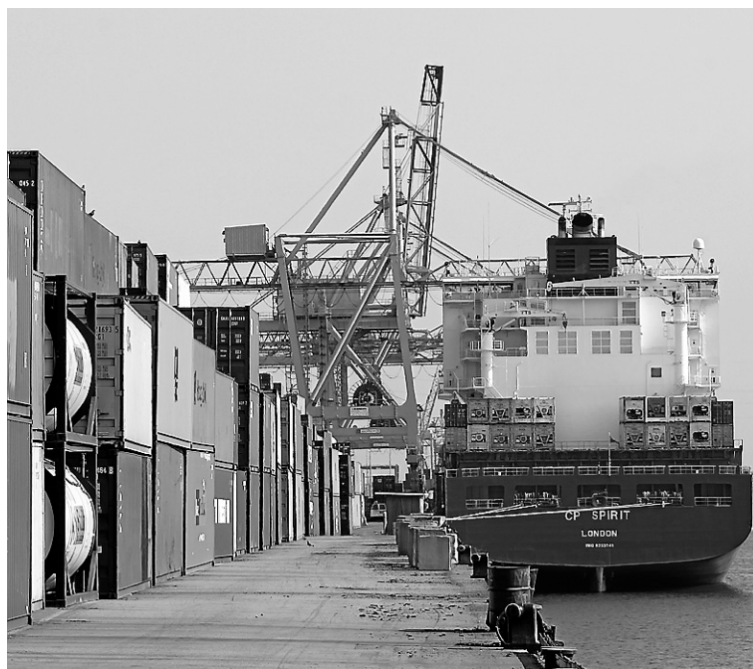


PHOTO STÉPHANE CHAMPAGNE, ARCHIVES LA PRESSE

Au port de Montréal, 57% de la marchandise qui arrive est ensuite transportée par camion chez les clients. Le reste, 43%, est transporté par voie ferroviaire jusqu'à sa destination.

le fret maritime arrivant à ces deux ports pourrait donc être transporté sur l'ensemble du territoire nord-américain soit par camions ou par trains. D'autres ports pourraient aussi être ajoutés à la liste.

Décongestionner la frontière

Au port de Montréal, 57% de la marchandise qui arrive est ensuite transportée par camion chez les clients. Le reste, 43%, est transporté par voie ferroviaire jusqu'à sa destination, selon Michèle Beaubien, directrice des communications du port de Montréal.

«Tout ce qui peut assurer la fluidité des marchandises, tout en maintenant un haut niveau de sécurité, va nous permettre

d'augmenter notre compétitivité», a indiqué hier M^{me} Beaubien.

Les gens d'affaires saluent évidemment ces projets-pilotes d'autant plus qu'ils estiment qu'il est urgent de prendre les moyens pour décongestionner la frontière canado-américaine.

Chose certaine, cette nouvelle formule douanière pourrait permettre d'éliminer un irritant majeur pour les entreprises qui doivent parfois s'armer de patience avant d'obtenir la marchandise jugée sûre par une agence douanière.

«Nous voyons d'un bon œil toutes les initiatives qui visent à rendre les inspections transfrontalières plus efficaces. Nous échangeons plus de 600

milliards de dollars de biens et services avec nos voisins du Sud chaque année. Et toute mesure qui rend ces échanges plus fluides est une bonne nouvelle pour les entreprises canadiennes», a affirmé Emilie Potvin, directrice des affaires publiques à la Chambre de commerce du Canada.

Selon le ministre du Commerce international, Ed Fast, les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis ont atteint une telle maturité qu'il est à l'avantage des deux pays d'éliminer de tels dédoublements.

«La relation entre le Canada et les États-Unis forme l'une des plus belles réussites en matière d'échanges commerciaux et nous collaborons non seulement à la frontière, mais aussi par delà la frontière pour accroître notre prospérité commune», a dit M. Fast.

Selon Rudy Husny, proche collaborateur du ministre Fast, les ports du Québec et de l'Atlantique, en tant que portes d'entrée du commerce nord-américain, pourront profiter rapidement des retombées d'un futur accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne si l'on peut assurer une fluidité accrue des marchandises à la frontière canado-américaine.

Ces deux projets-pilotes sont les premiers d'une série qu'entreprendront le Canada et les États-Unis au cours des prochains mois dans le but de mettre en application la stratégie intégrée de sécurité du fret, une des composantes du plan d'action annoncé par le premier ministre Stephen Harper et le président américain Barack Obama l'an dernier.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

À LA DEMANDE DE NEWMONT™ ACTIFS DU SECTEUR DE LA CONSTRUCTION, DES MINES ET DE L'ÉLECTRICITÉ

ENCHÈRE SUR PLACE ET DIFFUSÉE SUR INTERNET

Date : **MERCREDI, 7 NOVEMBRE À 10 H**
Lieu : 3025, avenue Nicolas-Perrot, Bécancour, Québec
Examen préalable : le mardi 6 novembre de 9 h à 17 h
500, boul. Alphonse-Deshaies, Bécancour

Seront mis aux enchères : TEREX Grue sur chenilles HC230 tonnes (1 037 h) • (2) CATERPILLAR Génératrices 1 450 kW (neuves) • Génératrices 150 kW – 800 kW • (75) Conteneurs maritimes 8 X 20' • (3) KENWORTH Camions malaxeurs T800B • (25) Camionnettes, remorques à plateau et à plateau surbaissé • Autobus • Camions de service • Camions-citernes à carburant • Matériel de battage • Motoneiges • (2) GENIE Monte-personnes • (14) WACKER & MAGNUM Système de lampes • Complexe-dortoir pour 100 personnes (légerement utilisé) • 2010 SANITHERM Usine de traitement des eaux d'épouillage • Bâtiments transportables • Matériel d'alimentation et de distribution d'électricité et autres actifs connexes • Grande quantité d'articles en vrac, notamment : fils et câbles (2,5 millions \$, prix coûtant), chlorure de calcium (331 000 \$, prix coûtant), (140 TONNES MÉTRIQUES) lubrifiants et huiles Petrocan (409 000 \$, prix coûtant), (88 TONNES MÉTRIQUES) propylène glycol (115 000 \$, prix coûtant), système de données minières complet (450 000 \$, prix coûtant) et encore plus!

Communiquez avec Terrance Jacobs au 416-736-1367 ou avec Mike Seibold au 604-675-2227

Vente dirigée par
Maynards et **TCL Asset Group Inc.**
managingyourassets.com

COUR SUPÉRIEURE
«Chambre commerciale»

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE :
6892990 CANADA INC. (faisant autrefois affaire sous le nom de ETOPS World Aviation Services Inc.), personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 6767 chemin de la Côte-de-Liesse, dans la ville de Saint-Laurent, dans la province de Québec, H4T 1E5.

DÉBITRICE

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

Avis est par les présentes donné que la faillite de 6892990 Canada Inc. est survenue le 19 octobre 2012 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 6 novembre 2012, à 10 h 30, au bureau du surintendant des faillites, 5 Place Ville-Marie, 8^e étage, Montréal, Québec.

Daté le 27 octobre 2012 à Montréal.

PRICEWATERHOUSECOOPERS INC., SYNDIC
Christian Bourque, CPA, CA, CIRP
Responsable de l'actif

1250, boul. René-Lévesque Ouest
Bureau 2800
Montréal (Qc) H3B 2G4
Tél. : (514) 205-5000
Télex. : (514) 205-5694

RÉSEAU Sépaq

APPEL D'OFFRES

Approvisionnement en véhicules légers - 2013

Les soumissionnaires peuvent obtenir les informations sur l'appel d'offres en visitant le site : www.sepaq.com/immobilisations

Dépôt des soumissions : 15 novembre 2012 à 15 h

CASILOC

APPELS D'OFFRES

LOT M-2459 - VENTILATION / ANNEXE - RÉAMÉNAGEMENT NIVEAUX 0, A, B ET C
LOT M-8010 - RÉFECTION / STATIONNEMENTS P1 @ P3

TRAVAUX DE MODERNISATION AU CASINO DE MONTRÉAL

Les entrepreneurs peuvent obtenir de l'information sur ces appels d'offres en visitant le site internet de l'entreprise : www.casiloc.com

APPELS D'OFFRES

LaSalle Montréal

La Ville de Montréal, arrondissement de LaSalle requiert des soumissions pour :

SERVICES PROFESSIONNELS POUR DES TRAVAUX DE CARACTÉRISATION DES SOLS SUR DIVERSES RUES DANS LE CARRÉ DU PRR LOCAL DE L'ARRONDISSEMENT DE LASALLE. CONTRAT S.P.12-1488.3. SOUMISSION 286435.

Date d'ouverture : 14 novembre 2012, 10h30
Dépôt de soumission : Non applicable

Pour informations, veuillez contacter M. Farid Chabouni au (514) 367-6000, poste 6772.

Les personnes et entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Système Électronique des Appels d'Offres (SEAO) par téléphone au 1-866-669-7326 ou au (514) 856-6600, ou par Internet à l'adresse suivante : www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Les soumissions devront être retournées au service des ressources matérielles, 7277, rue Cordner, LaSalle (Québec) H8N 2J7, AVANT 10H30, mercredi, le 14 novembre 2012.

L'ouverture des soumissions se fera mardi, le 14 novembre 2012 à 10h30 aux Ateliers municipaux, 7277, rue Cordner, LaSalle (Québec) H8N 2J7.

Pour être considérée, toute soumission devra être présentée sur les formulaires spécialement préparés à cette fin dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document de soumission.

La Ville de Montréal, arrondissement de LaSalle ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Services administratifs
Ressources financières et matérielles

RÉSIDENCE POUR PERSONNES ÂGÉES À VENDRE
DEMANDE DE SOUMISSIONS

Dans l'affaire de Manoir Le Sapinois Inc. (Manoir Le Sapinois)

Aux termes d'un jugement rendu de la Cour Supérieure portant le numéro 500-11-041725-116, PSB Boisjoli Inc. (ci-après le « Séguestre »), a été nommé Séguestre aux biens du Manoir Le Sapinois en vertu de l'article 243 de la Loi sur la Faillite et l'Insolvabilité (« LFI »). Le Séguestre invite toute personne intéressée à soumettre une offre écrite pour l'achat des actifs de Manoir Le Sapinois (tels que définis aux Conditions de Vente).

DESCRIPTION SOMMAIRE

Manoir Le Sapinois est une résidence pour personnes âgées de 50 unités sise au 350 boul. Duhamel, Pincourt, province de Québec, J7V 4E6. Situé au bord de la rivière Outaouais, le Manoir Le Sapinois offre à ses résidents une gamme complète de services destinés aux résidents autonomes, semi autonomes et non autonomes et comporte également 20 unités prothétiques, des unités de convalescence, court séjour et de soins, ainsi que l'accès à divers lieux communs tels qu'une chapelle/salle de séjour, une salle à manger vitrée avec vue sur la rivière Outaouais, un salon de coiffure et plusieurs sorties et loisirs organisés.

INFORMATIONS

Les personnes intéressées à déposer une offre pourront obtenir les informations pertinentes sur la résidence en signant préalablement une entente de confidentialité et en se procurant un cahier d'information auprès du représentant du Séguestre, M. Harry Ouaknin, qui peut être joint au numéro de téléphone (514) 341 5511 poste 385 ou par courriel à l'adresse suivante : hOuaknin@psbboisjoli.ca.

VÉRIFICATION DILIGENTE ET INSPECTION

Les acquéreurs potentiels pourront effectuer une vérification diligente et inspecter les actifs sur rendez-vous seulement, en communiquant avec M. Harry Ouaknin aux coordonnées mentionnées ci-dessus.

SOUMISSIONS

Les offres irrévocables devront parvenir au Séguestre à son bureau situé au 3333, boul. Graham, bureau 400, Montréal, Québec H3R 3L5, avant 11h00, le 22 novembre 2012, être scellées et porter au recto de l'enveloppe la mention lisiblement écrite : « SOUMISSION RE : MANOIR LE SAPINOIS », et être accompagnées d'un dépôt par chèque visé ou traite bancaire représentant 5% du montant du prix d'achat avant taxes.

CONDITIONS DE VENTE

Les conditions de vente font partie intégrante de cette demande de soumissions et il est de la responsabilité de chaque soumissionnaire d'en obtenir une copie.

Montréal, Québec, le 18 octobre 2012.

PSB BOISJOLI INC.
Séguestre aux biens de Manoir Le Sapinois INC.
Gaetano Di Guglielmo, CPA, CA, CIRP

Parc Jean-Drapeau Appel d'offres

Fourniture et installation de quais pour le Bassin olympique du parc Jean-Drapeau no 20121029

La Société du parc Jean-Drapeau souhaite retenir les services d'une firme pour procéder à la fourniture et à l'installation de quais pour le Bassin olympique du parc Jean-Drapeau situé sur l'île Notre-Dame.

La mission comprend, de manière non exhaustive de :

- protéger les éléments existants;
- fournir et installer tous les matériaux nécessaires aux travaux décrits aux documents de soumission (incluant, sans s'y limiter);
 - Quai de départ;
 - Quais flottants;
 - Quais fixes;
 - Passerelles d'accès.
- réaliser le projet dans le respect du budget, de l'échéancier, des codes et des normes en vigueur;
- réaliser les travaux selon un calendrier précis.

Visite optionnelle des lieux : Le site est accessible librement par les fournisseurs intéressés pour repérage, mesures et/ou prise de photos. Le Parc est ouvert sept jours par semaine entre 6 h 30 et 23 h.

Les documents pourront être obtenus par le biais du Système électronique d'appel d'offres (SEAO) en consultant le site Internet www.seao.ca. Les documents seront obtenus au coût établi par le SEAO.

Les soumissions seront reçues jusqu'à 11 h le mardi 27 novembre 2012 dans des enveloppes cachetées et adressées à la Société du parc Jean-Drapeau, Pavillon du Canada, 1, circuit Gilles-Villeneuve, Montréal (Québec) H3C 1A9. Les enveloppes seront ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

La Société du parc Jean-Drapeau ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues, et elle n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

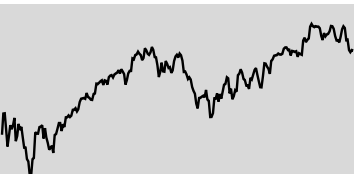
Daniel Blier
Directeur général
Société du parc Jean-Drapeau

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES

ÉTATS-UNIS

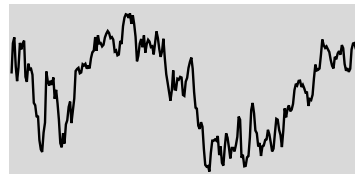
S&P 500 > 12 mois



FERMETURE 1 411,94
VAR. 1J -0,07% | 1 SEM. -1,48%
52 SEM. HAUT 1 474,51 | BAS 1 158,66

CANADA

S&P/TSX TORONTO > 12 mois



FERMETURE 12 300,30
VAR. 1J 0,00% | 1 SEM. -0,93%
52 SEM. HAUT 12 788,63 | BAS 11 209,55

DANS LE MONDE

	FERMETURE	VAR. 1J (pts)	(%)
Brazil Bovespa (Brésil)	57 276,81	-559,97	-0,97
CAC 40 (France)	3 435,09	23,56	0,69
DAX (Allemagne)	7 231,85	31,62	0,44
DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	2 532,89	4,21	0,17
FTSE 100 (Angleterre)	5 806,71	1,66	0,03
Hang Seng (Hong Kong)	21 545,57	-264,66	-1,21
Mexico Bolsa (Mexique)	41 836,92	-40,35	-0,10
FTSE MIB (Italie)	15 584,86	56,39	0,36
NIKKEI 225 (Japon)	8 933,06	-122,14	-1,35
S&P/ASX 200 (Australie)	4 472,38	-38,12	-0,85
Shanghai (Chine)	2 066,21	-35,37	-1,68
Swiss Market (Suisse)	6 600,84	-5,73	-0,09

PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
WHITECAP RES (WCP)	11 658 792	7,94	6,15
PROGRESS ENER. (PRQ)	5 713 512	18,36	-1,98
B2GOLD CORP (BTO)	4 753 675	4,14	2,22
VITERRA (VT)	3 807 174	15,64	0,51
BOMBARDIER (BBD.B)	3 486 445	3,73	0,00
LUNDMINING (LUN)	3 463 658	5,21	0,77
TORX GOLD RES. (TXG)	3 429 997	2,00	0,00
CLINE MINING (CMK)	3 137 761	0,23	24,32
KINROSS GOLD (K)	3 027 577	9,62	-0,72
NEXEN (NXY)	2 716 603	23,27	-1,81
BANQUE TD (TD)	2 567 961	81,17	-0,10
ROGERS COM. (RCL.B)	2 418 959	44,18	1,66
MANULIFE FINAN. (MFC)	2 304 323	12,30	-0,73
GOLDCORP (G)	2 208 132	43,73	0,30
CANADIAN NAT. RES. (CNQ)	2 166 905	29,70	-0,77
MULLEN (MTL)	2 153 522	20,80	-1,84

TITRES GAGNANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
GRANDVIEW GOLD (GVX)	240 000	0,02	50,00
RELIANCE RES. (RI)	46 000	0,11	40,00
CLINE MINING (CMK)	3 137 761	0,23	24,32
CONSOL. HCl/B (CXA.B)	1 000	1,79	23,45
ALTER NRG (NRG)	232 000	0,29	21,28

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
NORBORD (NBD)	227 921	21,00	1,54
PARAMOUNTA (POU)	151 380	33,85	1,25
MACDONALD DETT. (MDA)	82 356	50,18	1,23
ATCO LTD -CI/I (ACO.X)	63 358	74,86	1,07
CONSTELLATION SO. (CSU)	29 640	117,26	1,06

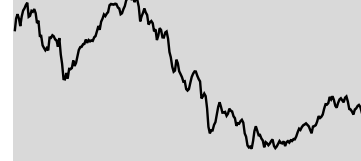
TITRES PERDANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
IMAGING DYN. (IDL)	5 080	0,02	-25,00
HOMELAND ENER. (HEG)	25 500	0,02	-25,00
VICTORY NICKEL (VNI)	72 875	0,03	-16,67
CASPIAN ENERGY (CEK)	87 200	0,10	-16,67
SUNWAH INT. (SWH)	17 000	0,08	-15,79

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
FAIRFAX FINAN. (FFH)	21 770	361,98	-7,79
INMET MINING (IMN)	313 151	50,45	-1,34
CATAMARAN (CCT)	154 087	47,39	-1,22
CERVUS EQUIP. (CVL)	4 132	19,90	-1,10
BAYTEX ENERGY (BTE)	649 699	45,43	-0,92

TSX CROISSANCE PETITES CAPITALISATIONS > 12 mois



FERMETURE 1 300,84
VAR. 1J -0,36% | 1 SEM. -1,12%
52 SEM. HAUT 1 696,14 | BAS 1 153,90

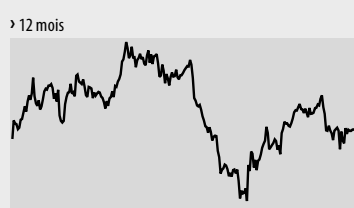
PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
POYNT (PYN)	8 276 673	0,02	-25,00
DOT RES. (DOT)	3 748 169	0,04	-12,50
SANDSTORM MET. (SND)	3 514 142	0,49	4,30
PRODIGY GOLD (PDG)	3 425 642	1,06	2,91
ENTERTAINMENT (INT)	3 056 783	0,19	2,70
ENABLANCE TECH. (ENA)	3 011 560	0,01	-33,33
PETROAMERICA (PTA)	2 797 892	0,25	-2,00
SILVER SPRUCE (SSE)	2 654 000	0,02	0,00
ZODIAC EXPL. (ZEX)	2 423 350	0,09	-5,56
PINECREST EN. (PRY)	2 074 060	1,84	0,55

CONSULTEZ les cotes boursières en tout temps sur lapresseaffaires.com

PÉTROLE

West Texas Intermediate, contrat à terme



86,28 \$US

	WEST TEXAS INT.	BRENT
Fermeture	86,28 \$US	109,55 \$US
Variation 1 JOUR	+0,23 \$US	+1,06 \$US
Variation 1 SEM.	-4,19 %	-0,54 %

FONDS INDICIELS

	FERM.	1J (\$)	1J (%)	TAN (%)
S&P/TSX comp. (XIC)	19,41	0,02	0,10	1,09
S&P/TSX 60 (XIU)	17,71	0,01	0,06	1,61
S&P/TSX fin. (XFN)	22,83	-0,01	-0,04	6,53
S&P/TSX éner. (XEG)	16,15	-0,04	-0,25	-5,72
S&P/TSX or (XGO)	20,99	-0,03	-0,14	-15,50
Oblig. c. terme (XSB)	28,90	0,04	0,14	-0,76
Oblig. l. terme (XSB)	31,35	0,13	0,42	2,28
S&P 500 (XSP)	16,15	-0,02	-0,12	13,41

CANADA LPA 100 (HEBDOMADAIRE)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

	FERM. (\$)	VARIATION 1J (%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE SEM. (%)	52 SEM. HAUT	52 SEM. BAS	DIV. ANN.
TÉLÉCOMS	1 060,31 pts	0,86		1,70			
▲ Rogers (RCL.B)	44,18	0,72	1,66	24 190	7,57	44,37	34,75 1,58
▲ Telus (T)	63,31	0,89	1,43	5 112	0,48	65,39	52,60 2,44
BCE (BCE)	42,92	0,14	0,33	16 511	0,14	45,28	38,85 2,27
SERVICES PUBLICS	1 921,04 pts	0,74		0,09			
Brookfield Renew. (BEP.U)	29,23	0,23	0,79	698	0,79	31,38	24,63 1,36
▼ Valener (VNR)	15,93	-0,16	-0,99	984	0,13	16,50	14,41 1,00
Innerger (INE)	10,66	0,03	0,28	233	0,00	11,27	9,35 0,58
Can. Utilities (CU)	66,39	0,57	0,87	523	-1,06	72,00	59,00 1,77
CONSOMMATION AUTRE	1 018,33 pts	0,20		0,05			
Dorel (DII.B)	36,73	0,27	0,74	163	3,38	37,00	23,02 1,19
Astral Media (ACM.A)	40,48	-0,05	-0,12	2 202	2,46	49,29	31,85 0,00
▲ Shaw (SJR.B)	21,06	0,21	1,01	16 776	2,28	21,41	18,93 0,97
▼ Le Château (CTU.A)	3,81	-0,24	-5,93	122	1,87	4,24	1,03 0,00
Cogeco Câble (CCA)	36,69	0,29	0,80	352	0,96	54,28	34,45 1,00
Quebecor (QBR.B)	34,92	0,00	0,00	335	0,81	40,35	31,20 0,20
▼ Reitmans (RET.A)	12,34	-0,16	-1,28	240	0,65	16,50	11,49 0,80
Aimia (Aeroplan) (AIM)	14,87	-0,02	-0,13	3 185	0,61	15,13	11,00 0,64
Tim Hortons (TH)	49,65	0,16	0,32	13 250	0,00	57,91	47,36 0,84
Yellow Média (YLO)	0,07	0,00	0,00	6 526	0,00	0,61	0,03 0,00
Cogeco (CGO)	32,62	0,00	0,00	1	-0,52	54,49	30,51 0,72
Gildan (GL)	33,41	-0,22	-0,65	2 056	-2,05	34,38	16,54 0,30
Magna (MG)	43,07	-0,26	-0,60	2 794	-2,20	48,99	32,72 1,09
▼ Transat (TRZ.B)	5,35	-0,14	-2,55	266	-3,43	7,74	2,79 0,00
▼ TVA (TVA.B)	6,90	-0,15	-2,13	71	-4,03	10,19	6,80 0,00
BMTC (GBT.A)	14,08	0,09	0,61	43	-5,19	22,77	13,99 0,24
Uni-Select (UNS)	23,55	-0,05	-0,21	192	-5,76	29,90	23,50 0,52
Rona (RON)	10,20	0,01	0,10	695	-5,82	14,49	8,64 0,14
INDUSTRIELLES	1 423,09 pts	0,23		-0,02			
GLV (GLV.A)	2,12	0,02	0,95	248	19,44	4,55	1,53 0,00
Transcontinental (TCL.A)	10,18	-0,01	-0,10	493	4,09	13,37	7,97 0,58
Canadien Pacifique (CP)	91,80	-0,17	-0,18	6 394	3,83	93,91	56,82 1,40
Transforce (TF)	17,90	0,05	0,28	2 525	2,40	19,14	11,40 0,52
SNC-Lavalin (SNC)	39,10	0,32	0,83	3 799	2,22	55,95	34,36 0,88
▲ CAE (CAE)	10,89	0,31	2,93	13 807	2,16	11,24	9,18 0,20
Genivar (GNV)	21,67	0,14	0,65	572	0,70	28,49	19,94 1,50
Velan (VLN)	11,51	0,00	0,00	0	0,09	13,00	10,96 0,32
▼ Air Canada (AC.B)	1,78	-0,03	-1,66	17 182	-0,56	1,96	0,78 0,00
Bombardier (BBD.B)	3,73	0,00	0,00	34 864	-0,80	4,93	3,30 0,10
▲ Chorus Aviation (CHR.B)	3,17	0,04	1,28	506	-0,94	4,03	2,65 0,60
Canadien National (CNR)	86,55	0,10	0,12	5 746	-1,29	92,20	74,22 1,50
Stella-Jones (SJ)	58,25	0,15	0,26	12	-2,41	59,95	39,00 0,64
WestJet (WJA)	17,44	0,15	0,87	1 218	-2,84	18,26	10,30 0,32
▲ Quinc. Richelieu (RCH)	34,24	0,54	1,60	5	-3,63	35,97	25,03 0,48
MATÉRIAUX	3 148,87 pts	-0,27		-0,15			
Agnico-Eagle (AEM)	55,53	-0,44	-0,79	4 902	5,95	56,43	31,50 0,80
▲ Canam (CAM)	5,93	0,13	2,24	205	2,24	5,94	2,80 0,00
Goldcorp (G)	43,73	0,13	0,30	22 081	1,58	55,00	32,34 0,53
Barrick (ABX)	39,12	-0,13	-0,33	17 056	1,48	54,05	31,18 0,79
Agrium (AGU)	104,50	-0,74	-0,70	6 306	0,53	107,50	66,00 1,03
Potash (POT)	40,02	-0,15	-0,37	20 867	-0,67	51,60	38,31 0,82
Cascades (CAS)	4,92	0,00	0,00	183	-1,01	5,18	3,80 0,16
▼ Turquoise Hill (TRQ)	7,74	-0,15	-1,90	1 839	-1,15	21,41	7,55 0,00
▼ Teck Res. (TCK.B)	31,04	-0,69	-2,17	14 986	-1,30	44,00	26,02 0,80
Osisko (OSK)	9,27	-0,06	-0,64	4 764	-1,38	13,31	6,25 0,00
Domtar (UFS)	79,20	-0,05	-0,06	285	-1,59	99,86	70,25 1,75
Iamgold (IMG)	15,20	-0,02	-0,13	10 251	-1,81	23,79	9,31 0,26
Semafo (SMF)	3,91	-0,01	-0,26	3 212	-3,22	9,48	2,92 0,04
Kinross (K)	9,62	-0,07	-0,72	30 276	-4,28	15,23	7,15 0,16
▼ Tembec (TMB)	2,21	-0,07	-3,07	4 417	-11,60	4,15	1,97 0,00
CONSOMMATION COURANTE	1 958,88 pts	0,10		-0,44			
Dollarama (DOL)	63,14	-0,07	-0,11	1 223	3,58	64,96	36,69 0,44
Molson Coors (TPX.B)	43,53	0,03	0,07	5	1,21	46,32	39,01 1,29
Shoppers Drug Mart (SC)	40,91	0,11					

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

DENRÉES			
	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
Blé (SUS/boisseau)	8,64	-1,03	39,43
Cacao (SUS/livre)	1,08	-0,79	-11,51
Café (SUS/livre)	1,58	-2,02	-32,50
Mais (SUS/boisseau)	7,38	-0,57	15,77
Soya (SUS/boisseau)	15,61	-0,18	28,98
Sucre (SUS/livre)	0,19	-0,92	-26,57

ÉNERGIE			
	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
Essence (SUS/gallon)	2,69	0,62	1,57
Gaz naturel (SUS/gigajoule)	3,21	-1,37	-5,65
Mazout (SUS/gallon)	3,10	1,23	2,79

MÉTAUX			
	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 J	1 AN
Aluminium (SUS/livre)	0,86	-0,52	-13,48
Argent (SUS/ononce)	32,09	0,04	-3,66
Cuivre (SUS/livre)	3,52	-1,11	0,58
Étain (SUS/livre)	9,04	-3,04	-8,64
Nickel (SUS/livre)	7,30	-1,86	-18,00
Palladium (SUS/ononce)	597,00	-1,24	-7,59
Platine (SUS/ononce)	1 544,30	-1,45	-3,12
Plomb (SUS/livre)	0,91	-1,36	3,33
Zinc (SUS/livre)	0,81	-1,56	-2,71

LES OBLIGATIONS				
	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA				
Canada	10,25	15-03-14	112,54	1,03 0,00
Canada	9,75	01-06-21	163,97	1,70 0,62
Canada	8,00	01-06-23	158,22	1,90 0,70
Canada	8,00	01-06-27	172,70	2,16 0,99
Canada	5,75	01-06-29	148,04	2,26 0,91

LES PROVINCES				
	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
Hydro Québec	11,00	15-08-20	159,09	2,57 0,40
Manitoba	7,75	22-12-25	149,33	3,13 0,64
New Brunswick	6,00	27-12-17	119,29	2,03 0,21
Newfoundland	6,15	17-04-28	135,89	3,19 0,69
Nova Scotia	6,60	01-06-27	139,36	3,20 0,67
Ontario	6,25	25-08-28	135,47	3,34 0,70
Ontario Hydro	7,45	31-03-13	102,99	0,25 0,00
Ontario Hydro	8,50	26-05-25	154,92	3,16 0,63
Ontario Hydro	8,25	22-06-26	154,95	3,23 0,81
PEI	8,50	27-10-15	120,01	1,61 0,06
Québec	6,00	01-10-29	132,65	3,43 0,72

LES CORPORATIONS				
	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
Bell Canada	7,00	24-09-27	127,62	4,44 0,71
Bombardier	7,35	22-12-26	106,75	6,60 0,00
Cons Gas	6,10	19-05-28	129,76	3,58 0,79
Gtaa	6,45	03-12-27	132,31	3,64 0,78
Investors Gr	6,65	13-12-27	118,01	4,94 0,61
Wtcoast Éne	6,75	15-12-27	132,37	3,89 0,71

TAUX D'INTÉRÊT			
	FERMETURE	RENDEMENT SEM. ANNÉE	
CANADA			
Taux d'escompte	1,25	0,00	0,00
Taux préférentiel	3,00	0,00	0,00
Fonds à un jour	1,00	0,00	0,00
Bons du Trésor (3 mois)	1,00	0,03	0,13
Obligations (2 ans)	1,12	0,03	0,04
Obligations (10 ans)	1,84	-0,01	-0,54

ÉTATS-UNIS			
	FERMETURE	RENDEMENT SEM. ANNÉE	
Taux d'escompte	0,75	0,00	0,00
Taux préférentiel	3,25	0,00	0,00
Fed funds	0,25	0,00	0,00
Bons du trésor (3 mois)	0,11	0,02	0,10
Obligations (2 ans)	0,30	0,00	0,01
Obligations (10 ans)	1,75	-0,02	-0,46

OR		
	FERMETURE	VARIATION
New York	1 710,90 \$US	-1,10 \$US
Variation 1 JOUR		-1,10 \$US
Variation 1 SEM.		-0,69 %
Variation 1 AN		-0,68 %



DOLLAR CANADIEN	
EN CENTS US > 12 mois	EN EURO > 12 mois
100,20 ¢US	0,7746 €
VARIATION -0,41 ¢	VARIATION -0,0025 €
SOMME REQUISE POUR ACHETER Un dollar US 99,80 ¢	SOMME REQUISE POUR ACHETER Un euro 1,2910 \$

LES DEVISES DANS LE MONDE		
Afrique du Sud	1 \$ vaut	8,67 rands
Australie	1 \$ vaut	0,97 dollar
Bésil	1 \$ vaut	2,03 reals
Chine	1 \$ vaut	6,27 renminbis
Grande-Bretagne	1 \$ vaut	0,62 livre
Hong-Kong	1 \$ vaut	7,77 dollars
Inde	1 \$ vaut	53,76 roupies
Israël	1 \$ vaut	3,88 n.shekels
Japon	1 \$ vaut	79,74 yens
Liban	1 \$ vaut	1 507,61 livres
Mexique	1 \$ vaut	13,04 pesos
Norvège	1 \$ vaut	5,78 couronnes
Nouvelle-Zélande	1 \$ vaut	1,22 dollar
Russie	1 \$ vaut	31,48 roubles
Suède	1 \$ vaut	6,72 couronnes
Suisse	1 \$ vaut	0,94 franc

Déchets : la revanche des villes

Gaz Métro prête à investir des millions pour acheter le biogaz municipal

HÉLÈNE BARIL

Les villes du Québec paient depuis des années des factures salées pour enfouir leurs déchets. Elles ont maintenant trouvé le moyen de transformer cette dépense en revenus, en vendant le gaz naturel généré par ces déchets à Gaz Métro.

C'est le cas de Saint-Hyacinthe, qui a conclu une entente en vertu de laquelle Gaz Métro lui achètera tout le gaz qu'elle produira à partir de 2015, au prix du marché.

Saint-Hyacinthe investira 15 millions de dollars pour transformer ses déchets en gaz naturel, et Gaz Métro dépensera 6 millions pour absorber ce gaz et l'acheminer dans son réseau. Le projet bénéficie d'une aide financière importante des gouvernements fédéral et provincial, soit 25 millions dans le cas de Saint-Hyacinthe.

À moyen terme, tout le monde y gagne, assure Martin Imbleau, vice-président, exploitation et projets majeurs, chez Gaz Métro. « C'est une nouvelle filière énergétique qui sera rentable », estime-t-il.

Pour Gaz Métro, qui détient le monopole de la distribution de gaz naturel au Québec, le biogaz qui sera produit à Saint-Hyacinthe reviendra moins cher que celui qu'elle achète en Alberta ou aux États-Unis, parce que le coût du transport est nul. « C'est du gaz local et renouvelable qui permet de réduire nos coûts d'approvisionnement », explique-t-il.

La Ville de Saint-Hyacinthe, pour sa part, pense pouvoir rentabiliser son investissement en cinq ans, avec les économies réalisées sur l'enfouissement et le transport des



Les déchets, source de dépenses pour les villes? Ce temps est révolu. Ces matières peuvent maintenant être une source de revenus pour les villes. Avec l'aide de Gaz Métro.

déchets, ainsi qu'avec les revenus tirés de la vente du gaz.

La Ville, qui a déjà une importante concentration d'entreprises agroalimentaires sur son territoire, espère en attirer d'autres avec les services de gestion et de valorisation des déchets qu'elle pourra leur offrir. « On s'est payé un avantage concurrentiel », dit sa porte-parole, Joëlle Jetté. Le projet de Saint-Hyacinthe est en marche depuis 2007, dit la porte-parole de la Ville.

Il a fallu commencer par mettre sur pied la collecte des matières putrescibles, d'abord pour les résidences unifamiliales, puis, graduellement, aux immeubles à logements. La collecte de matière putrescible est maintenant bien ancrée dans les habitudes des citoyens. « Dans les nouveaux immeubles à condos, les gens nous le demandent », affirme-t-elle.

La Ville est maintenant prête à construire six biodigesteurs

qui, comme leurs noms l'indiquent, digéreront l'ensemble de ses déchets pour produire du CH₄, un gaz en tous points semblable à celui tiré des gisements souterrains.

« Saint-Hyacinthe traitera ainsi 132 000 tonnes de matières résiduelles afin de produire, la première année, 6 millions de mètres cubes de biométhane et, à terme, 13 millions de mètres cubes de gaz par année », a précisé Joëlle Jetté.

650 MILLIONS

C'est la somme mise à la disposition des municipalités qui investiront pour valoriser leurs déchets par le gouvernement du Québec. À Montréal, où la collecte de matières putrescibles vient de commencer, deux usines de biométhanisation devraient être construites, l'une à Montréal-Est et l'autre à LaSalle. Québec, Beauharnois et Rivière-du-Loup ont aussi des projets en marche.

C'est peu, étant donné que Gaz Métro distribue 5,4 milliards de mètres cubes de gaz naturel par année, mais ce n'est que le début d'une production appelée à croître. « On ne sera jamais capable de remplacer tout le gaz naturel consommé au Québec, explique Martin Imbleau, mais, à court et moyen terme, le biogaz pourrait représenter 2 % de la consommation québécoise. »

Gaz Métro s'intéresse aussi aux autres projets de biométhanisation en marche au Québec, petits ou grands. La seule condition, c'est qu'ils soient situés à proximité de son réseau, afin de minimiser les coûts de raccordements.

Les investissements requis par Gaz Métro pour acheter le gaz de Saint-Hyacinthe doivent être approuvés par la Régie de l'énergie. Ces dépenses auront un impact à la hausse sur les tarifs des clients de Gaz Métro, mais un impact minime, selon l'entreprise, soit autour de 2 \$ par année.

Les marchés aidés par la croissance américaine

LA PRESSE CANADIENNE ET AGENCE FRANCE-PRESSE

REVUE BOURSIÈRE

Wall Street a terminé en légère hausse hier, de bonnes nouvelles sur la croissance américaine au troisième trimestre l'emportant finalement sur les performances décevantes des géants technologiques Apple et Amazon.

L'indice Dow Jones a avancé de 3,53 points, à 13 107,21 points, et le NASDAQ, à dominante technologique, a pris 1,83 point, à 2987,95 points.

L'indice élargi Standard and Poor's 500 a quant à lui abandonné 0,07 %, soit 1,03 point, à 1411,94 points.

Après une séance en dents de scie, l'indice-vedette de la place new-yorkaise a terminé tout juste au-dessus de l'équilibre.

« Il y a beaucoup d'incertitude sur le marché, notamment à l'approche de l'élection présidentielle » américaine le 6 novembre prochain,

a noté Mace Blinksilver, de Marblehead Asset Management. « Et les résultats d'entreprises ne sont pas brillants », a-t-il ajouté, « mais le marché ne s'effondre pas ».

L'une des raisons du maintien des indices était le chiffre de la croissance américaine au troisième trimestre, qui « était bon, même si, pour le marché, c'est déjà un chiffre » appartenant au passé, a estimé Steven Rosen, de la Société Générale New York.

L'impact d'Apple et Amazon

La croissance économique des États-Unis s'est en effet accélérée au troisième trimestre, progressant de 2,0 % comparativement à 1,3 % au cours du trimestre précédent, selon une première estimation officielle du produit intérieur brut (PIB) américain de l'été publiée dans la matinée. Les analystes tablaient sur une hausse de 1,9 % seulement.

La place new-yorkaise a par ailleurs été « fragilisée par les résultats d'Apple et d'Amazon (publiés jeudi après la clôture), dont les performances

et les perspectives étaient décevantes », a estimé Patrick O'Hare, du site spécialisé Briefing.com.

« Mais un grand nombre d'analystes sont venus à la rescousse des deux sociétés, mettant en avant la demande toujours solide des consom-

mateurs pour leurs produits, même si elle n'était pas aussi forte que prévu, ce qui semble compenser l'impact négatif » de l'annonce de leurs résultats, a-t-il nuancé.

De fait, le magasin en ligne Amazon.com, dont les prévisions pour la fin de l'année ont été déçues, et qui a subi une perte plus forte qu'attendu au troisième trimestre, a bondi de 6,9 %.

Microsoft, qui a lancé officiellement jeudi une

version totalement remaniée de son système d'exploitation Windows 8 et sa première tablette informatique, Surface, a avancé de 1,2 %. Google s'est réplé de 0,4 %.

Le titre de la radio sur l'internet Pandora Media, qui a dégringolé de près de 12 %

rassuré le marché, s'est hissé de 15,2 %.

Les valeurs bancaires ont perdu du terrain : Bank of America a glissé de 1,3 %, Goldman Sachs de 0,23 % et Morgan Stanley de 0,35 %.

Mince hausse à Toronto

La Bourse de Toronto a clôturé sur une hausse minuscule, les marchés n'ayant pas su profiter de la publication de données faisant état d'une croissance économique américaine plus forte que prévu au troisième trimestre, tandis que les résultats d'Apple ont déçu.

L'indice composé S&P/TSX a avancé de 0,07 point, à 12 300,3 points, et la Bourse de croissance TSXV a glissé de 4,71 points, à 1300,84 points.

Le dollar canadien s'est pour sa part déprécié de 0,41 cent US, à 100,2 cents US.

Le secteur torontois de l'énergie a retraité de 0,24 %, même si le cours du pétrole brut a progressé de 23 cents US, à 86,28 \$US le baril, à la Bourse des matières premières de New York. Sur l'ensemble de la semaine, le baril d'or noir a perdu 4,6 %.

LA PRESSE AFFAIRES

Carole Morinville toujours en faillite

VINCENT
BROUSSEAU-POULIOT

Les victimes de l'ex-conseillère financière Carole Morinville veulent qu'elle

reste en faillite. Carole Morinville aurait pu être libérée de sa faillite le mois dernier, mais ses créanciers et l'Autorité des marchés financiers (AMF) s'opposent

vivement à sa libération. Hier, l'ex-conseillère financière ne s'est pas présentée à l'audience prévue au palais de justice de Montréal pour demander sa libération.

L'AMF, comme les créanciers, fait valoir que Carole Morinville n'a pas respecté les conditions pour être libérée de sa faillite, dont celle d'avoir remboursé la moitié de ses

créances. « Il n'y a presque pas d'argent qui a été remboursé », dit M^e Neil Stein, l'avocat de Marie-Noëlle Déry, l'une des victimes de Carole Morinville qui a demandé sa faillite. Les créanciers et l'AMF font aussi valoir que l'ex-conseillère financière est accusée de fraude financière au criminel contre une quarantaine d'investisseurs, dont l'actrice Karine Vanasse.

La Cour supérieure tranchera sur la libération de la faillite de Carole Morinville l'été prochain, après son enquête préliminaire en matière criminelle. L'AMF, qui a versé 1,6 million de dollars à 28 des 42 investisseurs floués en vertu de son Fonds d'indemnisation, veut se faire repayer dans le processus de faillite comme les autres créanciers. En mai 2011, le syndic de la faillite de Carole Morinville pensait être capable de rembourser entre 200 000\$ et 380 000\$ à ses créanciers.

En matière criminelle, Carole Morinville, 52 ans, doit avoir son enquête préliminaire en mai prochain. Accusée de fraude, de fabrication de documents et d'entrave à la justice en février 2011, elle est passible de 14 ans de prison.

Un adversaire de Zuckerberg arrêté pour fraude

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Un entrepreneur qui réclamait 50% des actions du premier réseau social au monde, Facebook, a été arrêté hier par les autorités américaines et est accusé de fraude à l'encontre du PDG et fondateur du site, Mark Zuckerberg, a annoncé le ministère public.

Paul Ceglia, 39 ans, a été arrêté à son domicile de Wellsville, dans l'ouest de l'État de New York. Il est soupçonné d'avoir commis une fraude postale et électronique, selon un communiqué du bureau du procureur Preet Bharara. Il peut écoper jusqu'à 20 ans de prison pour chacun des deux chefs d'accusation.

En avril 2011, Ceglia avait déposé une plainte devant les tribunaux de l'État pour réclamer ce que Zuckerberg, avec qui il entretenait des relations de travail, lui avait, dit-il, « promis ».

Selon lui, le 28 avril 2003, soit près d'un an avant le lancement de Facebook, Mark Zuckerberg avait signé un contrat d'après lequel il se fai-

« Ceglia a truqué, fabriqué, et détruit des preuves pour défendre sa fausse plainte », selon le ministère public.

sait rémunérer 1000 \$US en échange du développement, avant le 1^{er} janvier 2004, d'un site internet dont le titre aurait été The face book. Il aurait détenu 50% des actions, le reste devant revenir à M. Ceglia.

Pour appuyer sa demande, Ceglia avait présenté un contrat de deux pages signé de la main des deux hommes et dans lequel Mark Zuckerberg acceptait de lui céder la moitié des recettes du développement du site.

Les autorités américaines ont toutefois découvert que Paul Ceglia avait falsifié une partie de ce contrat ainsi que de prétendus courriels avec le jeune fondateur du réseau social.

« L'assurance de Ceglia de posséder un droit contractuel sur 50% de Facebook est complètement fausse. Ceglia a tout simplement remplacé la première page du contrat par une nouvelle page truquée afin de faire croire que Zuckerberg avait accepté de lui céder une partie de Facebook », insiste le ministère public. « Ceglia a truqué, fabriqué, et détruit des preuves pour défendre sa fausse plainte. »

Facebook avait demandé en mars à un tribunal de déclarer un non-lieu dans la plainte de Paul Ceglia, le présentant comme un escroc, et affirmant que le contrat de 2003 ne concernait pas Facebook mais « un accord pour réaliser des tâches limitées de conception d'un site internet pour une société aujourd'hui défunte et nommée StreetFax ».

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

REVENU

QUÉBEC



AVIS DE QUALITÉ

SUCCESIONS NON RÉCLAMÉES

Le ministre du Revenu du Québec vous informe, par la publication de cet avis, qu'il a la responsabilité de liquider des successions ou d'administrer des biens qui n'ont pas été réclamés, pour les personnes mentionnées ci-dessous.

Vous souhaitez obtenir de l'information, faire une réclamation ou avoir accès à l'ensemble des biens non réclamés? Consultez le registre des biens non réclamés dans le site Internet de Revenu Québec, à l'adresse www.revenuquebec.ca, ou communiquez avec la Direction principale des biens non réclamés, au 1 866 840-6939. Si vous croyez être l'héritier d'une succession ou avoir le droit de réclamer un bien, la procédure à suivre pour faire votre réclamation ainsi que les honoraires qui s'appliquent vous seront expliqués. Ces honoraires seront déduits du montant que vous réclamez. Lors de votre démarche, vous devrez prouver hors de tout doute que vous êtes bien le propriétaire, l'héritier ou l'ayant droit de la succession ou des biens que vous réclamez. Notez que les délais de règlement d'une succession varient selon la complexité du cas et peuvent s'échelonner sur plusieurs mois.

Par ailleurs, vous pourriez être approché par un *chercheur d'héritier* (personne ou entreprise dont l'activité consiste à trouver les personnes qui ont droit à un héritage). Sachez que ces personnes peuvent exiger des honoraires élevés, que vous devez parfois

Note : Les appellations, les dénominations ou les noms figurant dans les listes publiées dans cet avis sont écrits comme ils ont été transmis par les différents détenteurs au moment de la remise des biens ou des produits au ministre du Revenu du Québec.

Successions non réclamées

Nom	Domicile	Date du décès
ALIE, Lise	225, rue Maguire, appartement 401, Montréal	2012-03-20
BEAUCHAMPS, Gabrielle	40, 102 ^e Avenue, Saint-Jérôme	2009-12-26
BEAUDET, Bathilde	410, boulevard de l'Ange-Gardien, L'Assomption	2010-02-08
BEAUDIN, Thérèse	5400, chemin de Chambly, Saint-Hubert	2010-06-22
BEAULAC, Adriane	Adresse inconnue, introuvable	2010-06-26
BEAULIEU, Jean-Marc	11811, rue Michel-Sarrasin, appartement 201, Montréal	2010-02-06
BÉLISLE, Rosaire	585, rue Petit, appartement 2, Saint-Jérôme	2012-07-30
BÉLIVEAU, Benoit	2275, rue Labelle, appartement 203b, Longueuil	2011-08-31
BÉLIVEAU, Bernard	1635, boulevard Gouin Ouest, Montréal	2010-04-17
BERGERON, Marcel	3008, rue Saint-Dominique, Jonquières	2010-10-14
BESSETTE, Nathalie	5180, avenue De Gaspé, Montréal	2011-11-08
BILODEAU, Carole	214, rue Liébert, Varennes	2012-06-07
BLAHO, Steve	17725, boulevard de Pierrefonds, Pierrefonds	2010-03-02
BLANCHETTE, Marie Anne	2660, boulevard Béliveau, appartement 7, Longueuil	2011-10-20
BRIÈRE, Annette	1850, rue Saint-Antoine, appartement 361, Saint-Hyacinthe	2011-07-16
BUCCI, Ricardo	1477, avenue Mathieu, Mascouche	2010-05-14
BUISSON, Michel	435, rue Labonté, appartement 326, Longueuil	2012-06-25
CADIEUX, Michel	3565, rue Rivard, appartement 106, Laval	2011-08-08
CARDIN, Stéphanie	78, rue Waban-Aki, Odanak	2010-04-27
CASAVANT, Jean-Paul	6156, boulevard Léger, appartement 6, Montréal-Nord	2010-11-21
CASTILLOUX, Bernadette	1040, avenue Cardinal, Boisbriand	2011-11-07
CHARBONNEAU, Yvonne	5050, place Nogent, Brossard	2009-10-08
CHÉRIER, Jean Louis	57, rue Canrobert, Ange-Gardien	2012-01-13
CHEVRIER, Brigitte	2840, rue Émile-Bouchard, appartement 510, Québec	2010-02-12
CIVIL, Jean-Salvador	351, place des Jonquilles, appartement 101, Sherbrooke	2010-01-22
CLARK, John Derek	4281, rue de Rouen, appartement 2, Montréal	2010-06-15
CLAVETTE, François	380, 25 ^e Rue, appartement 2, Québec	2009-12-03
COMMOY, André	6, rue Saint-Eusèbe, Laval	2012-04-22
CORMIER, Denis	105, rue Chef Alphonse-T. Picard, Wendake	2011-12-11
CÔTÉ, Jimmy	71, rue Laliberté, Saint-Henri	2010-05-23
CÔTÉ, Jules	15, boulevard Charest Ouest, appartement 11, Québec	2010-06-12
CÔTÉ, Norman	3550, rue Jeanne-Mance, appartement 1615, Montréal	2010-12-28
DELMAR, Albert Elie	2333, rue Sherbrooke Ouest, appartement 315, Montréal	2009-06-24
DEMERS, Gilles	730, rue Schnick, Mercier	2010-10-14
DES CÔTES, Rose	705, boulevard des Mille-Îles, Laval	2002-01-02
DESJARDINS, Jacques	292, rang de la Rivière Côté Nord, Saint-Liguori	2012-06-09
DESROCHES, Pascal	3305, rue Mance, Saint-Hubert	2012-02-14
DI STAULO, Marlene	9049, rue Nobel, Saint-Léonard	2009-12-24
DOLBEC, Robert	22, rue des Cèdres, Bedford	2011-09-07
DOUVILLE-MONGRAIN, Alexis	942, rue Notre-Dame Est, Trois-Rivières	2012-06-17
DUBÉ, Bertrand	4085, rue Saint-André, appartement 1013, Montréal	2008-03-17
DURAND, Pierre	2322, avenue des Érables, Montréal	2012-04-17
FARLADEAU, André	585, rang Bellevue, Saint-Robert	2010-04-17
FLIPPER, William	3335, rue Clémenceau, appartement 214, Québec	2012-03-01
FORGERON, Sylvie	204, rue Saint-Jacques, Rimouski	2012-02-01
FORGET, Gilles	3, chemin du Lac-Harel, Lac-Supérieur	2012-03-18
GAGNON, Marcel	538, rue Laviolette, Mont-Laurier	2011-10-03
GARCEAU (MCMULLEN), Violaine	401, 7 ^e Rue, appartement 8, Shawinigan	2012-06-23
GAUTHIER, John (Jean-Philippe)	100, avenue du Mont-Molson, appartement 115, Saint-Sauveur	2011-10-10
GILBERT, Gilles	705, rue Sauvé Est, appartement 6, Montréal	2011-11-09
GILBERT, Richard	3, rue du Domaine-du-Repos, Saint-Alexis	2011-09-25
GLINSKI, Robert	1310, avenue Victoria, appartement 3, Greenfield Park	2012-07-11
GROUDREAU, Zénon	2192, boulevard Lafontaine, Saint-Jérôme	2010-04-13
GUILLEMETTE, Bernard	14, rue des Jardins-Méridi, appartement 202, Québec	2011-11-24
HAYES, Gregory	4912, rue Foster, appartement 8, Waterloo	2010-10-04
HEALEY, Phillip	6345, rue Foster, Waterloo	2011-12-21
HERMAN, Xavier	858, rang Sainte-Julie, Saint-Guillaume	2009-09-12
ISABEL, Étienne	106, rue du Collège, Les Méchins	2012-02-21
JODOIN, Roger	5905, chemin Chambly, appartement 203, Saint-Hubert	2012-04-09
JOLY, Jacques	827, rue de Saint-Jovite, Mont-Tremblant	2010-05-28
KEMP, Robert H.	114, rue Clarence, Granby	2009-07-21
LAFOND, Gisèle	560, rue Saint-Adolphe, Drummondville	2010-09-01
LAFOND, Serge	4895, rue Saint-Joseph, Laval	2009-03-29
LAGACÉ, Robert	719, 8 ^e Avenue, Lachine	2010-03-10
LAMBERT, Lise	1304, rue des Pluviers, Longueuil	2010-06-14
LAMOTHE, Patrick	723, chemin de Saint-Robert, Saint-Robert	2009-05-06
LANGLAIS, Louise Jeanne	2400, rue des Nations, appartement 230, Saint-Laurent	2010-05-09
LAPLANTE, André	171, 13 ^e Avenue, Sainte-Anne-du-Sault	2011-11-29
ARANJO, Robert Alcides	6440, boulevard Décarie, appartement 108, Montréal	2011-12-01
LAROCQUE, Denyse	126, rue Dunkin, Drummondville	2012-03-09
LAVERDIÈRE, Robert	10314, rue Taché, appartement 4, Montréal	2010-04-02
LAVOIE (CORBETT), Lise	5600, boulevard LaSalle, appartement 314, Verdun	2010-04-21
LAVOIE, Dominique	344, avenue Saint-Jérôme, Matane	2012-02-22
LEBLANC, Jean Louis	2634, avenue Saint-Alexis, Shawinigan	2010-08-23
LECLAIR, Marcel	3500, 52 ^e Avenue, appartement 102, Pointe-aux-Trembles	2010-03-26
LEFEBVRE, Jean-Claude	202, rue Jules-César, Repentigny	2011-06-19
LEMELIN, Yvanhoé	3565, rue Rigaud, Longueuil	2012-01-29
LÉONARD, Yvon	3980, rue Sherbrooke Est, appartement 32, Montréal	2011-07-19
LESSARD (QUINTIN), Germaine	1870, boulevard Pie-XI, Montréal	2010-07-28
LÉTOURNEAU, Armand	3430, rue Jeanne-Mance, appartement 813, Montréal	2010-04-19
LUCIER, Michaël	5, chemin de la Rivière, Lac-Beauport	2011-08-31
MADORE, Sylvie	198, rue Témiscouata, Rivière-du-Loup	2009-09-14
MARSEILLE, Claude Louis	3, rue de Bellefeuille, appartement 10, Saint-Eustache	2011-04-24
MARTEL, Jeanne-Mance	139, rue Principale, appartement B, Saint-Martin	2010-10-26
MARTIN, John Errol	3315, rue Wellington, Verdun	2012-06-12
MARTINEAU, Danny	3625, boulevard Frontenac Est, appartement 309, Thetford Mines	2009-12-21
MASSE, Armand	410, rue Deshaies, Trois-Rivières	2011-12-19
MATHIEU, Pauline	687, boulevard Renaut, appartement C, Beauceville	2012-06-01
MAURAS (MORAIS), Cécile	3860, boulevard Lévesque Ouest, Laval	2010-08-01
MCCARTHY, Jeannine	425, rue des Peupliers Est, appartement 3, Québec	2009-12-11
MENEXIS, Anna	2190, rue Stevens, Saint-Laurent	2009-11-01
MERCIER-GAGNON, Jean-François	499, rue Notre-Dame, Saint-Hugues	2010-05-10
MONTPETIT, Léo	200, boulevard Perrot, L'Île-Perrot	2010-09-17
MOREAU, Alcide	1104, rue Saint-Charles, Saint-Alexandre	2012-03-25
OUELLET, Urbain	36, rue Clairval, Clermont	2010-03-09
OUELLETTE, Aurore	55, rue Chénier, Saint-Eustache	2012-03-29
PAPINEAU, Thérèse	95, chemin de la Haute-Rivière, Châteauguay	2007-12-11

PAQUET, Yvon	5543, boulevard Arthur-Sauvé, appartement 214, Laval	2009-08-31
PAQUETTE, Carole	3111, rue de Rushbrooke, appartement 107, Montréal	2012-05-03
PARENT REEVES, Louis	134, rue Saint-Louis, Amherst	2009-09-03
PARENT, Ovíla	425, rue des Peupliers Est, appartement 3, Québec	2009-12-11
PELLETIER, Bernadette	185, boulevard Lajeunesse Ouest, appartement 621, Saint-Jérôme	2010-05-16
PERRON, Sylvie	12235, rue Grenet, appartement C318, Montréal	2011-07-25
PETIT, Jacqueline	1955, avenue Pratte, Saint-Hyacinthe	2010-02-16
PETRACIONNE, Marcello	8987, 9 ^e Avenue, Montréal	2010-02-14
PILOTTE, André	4800, rue Bannantyne, Montréal	2010-06-09
PLANTE, Cécile	3500, rue Wellington, Verdun	2010-01-06
PLOURDE, Normand	165, rue Allard, Saint-Mathieu-de-Beloil	2012-06-04
POTVIN, Diane	567, rue Sicard, Montréal	2012-07-04
PRESCOTT, Mariette	253, rue Principale, appartement 104, Saint-Alexis	2010-03-26
RACINE, Lucie	2263, rue Lacordaire, Montréal	2010-07-13
RICHARD, Pierre	1522, chemin Montréal Est, appartement B, Gatineau	2009-11-14
RODRIGUE, Raymond	1333, boulevard Frontenac Ouest, Thetford Mines	2009-11-18
ROTH, Ernest	2601, chemin de la Canardière, Québec	2009-12-17
ROULEAU, Roland	1199, rue des Cèdres, Saint-Félicien	2009-12-24
ROY, Denis	6750, rue de Pertuis, appartement 6, Québec	2011-11-07
ROY, Maurice	55, rue Édouard, appartement 107, Victoriaville	2010-09-13
SASSEVILLE, Claude	425, 25 ^e Rue, appartement 107, Québec	2010-03-30
SIMARD, Pierre	3888, rue Principale, appartement 6, Dunham	2011-07-10
SORELLA, Louis	2120, rue Augustin-Cantin, appartement 301, Montréal	2010-12-13
ST-GEORGES, Claude	12, rue Paré, appartement 1, Saint-Jacques	2010-03-16
ST-GEORGES, Normand	150, rue de la Résidence, appartement 413, Saint-Jérôme	2012-01-10
ST-PIERRE, Gilles	518, rue Lafontaine, Repentigny	2010-08-19
THIBEAULT, Lionel	134, 1 ^{er} Rue, appartement B, Saint-Fabien	2010-02-26
THIBEAULT, Gaétan	1464, rue de Ville-Marie, Montréal	2011-09-12
THIVIERGE, Robert	11945, rue De Montigny, Montréal	2011-08-31
TOURANGEAU, Lise	5213, rue Canon, Saint-Hubert	2010-05-15
TURMEL, Gilles	501, rue Gélinas, appartement 1, Trois-Rivières	2009-12-22
VANDAL, Kevin	490, rue Alcide-Boudreau, Val-d'Or	2012-01-28
WAJCIESZYŃ FILION, Rose	3130, rue Jarry Est, Montréal	2010-03-05
WELCH, Corrie	20, promenade Crescent, Gatineau	2010-05-23
WILKINS, David	396, rue Leguerrier, Blainville	2011-04-05

Biens délaissés par les personnes morales dissoutes

9077-6923 QUÉBEC INC.
9175-9597 QUÉBEC INC.
CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.
DRAKE REALTIES LTD.
GESTION 8300 INC.
GESTION CCH 2003 INC.
LAVE-AUTO LECLERC INC.
L'INDUSTRIELLE DE L'ENVIRONNEMENT INC.
LOISIRS DE BROMPTONVILLE INC.
NETGRAPHE COMMUNICATIONS INC.
POUDPRESSE INC.
THE GREATER MONTREAL LAND INVESTMENT COMPANY LTD.

Avis de clôture d'inventaire

Conformément à l'article 795 du Code civil du Québec, prenez avis que le ministre du Revenu du Québec, agissant aux termes de l'article 698 du Code civil du Québec, a procédé à la clôture d'inventaire pour les successions suivantes:

Nom	Domicile	Date du décès
BASTARACHE, André	253, rue Notre-Dame, appartement 108, Repentigny	2009-07-12
BEAUCHAMPS, Yves	135, rue de Lanaudière, Saint-Gabriel-de-Brandon	2011-06-02
BOURGET DUGAL, Jeannine	967, rue Préfontaine, appartement 2, Longueuil	2010-03-02
BRADY (MC ALLISTER), Mary (Violet)	447, rue Gagné, LaSalle	2010-05-12
CHAGNON, Jean	685, rue Marie-Derome, appartement 2, Saint-Jean-sur-Richelieu	2009-03-23
DAUPHIN, Danielle	1772, rue du Pont, Sainte-Julienne	2010-11-02
GRISÉ, Brenda	58, rue Principale Est, appartement 2, Saint-Anaclet-de-Lessard	2009-07-05
HÉBERT, Philippe	1857, carré Royer, Saint-Césaire	2010-07-15
JOLY, Stéphane	3296, rue Chisholm, Wentworth-Nord	2008-10-07
LIPOVAC, Borislav (Boro)	7045, rue Ernest-Marceau, Montréal	2007-05-13
LUADOW, Sean	3284, avenue Cédar, Westmount	2002-05-30
MÉNARD, Luc	657, boulevard Lucille-Teasdale, Terrebonne	2010-10-31
NADEAU, Sonia	4742, avenue du Château-Pierrefonds, appartement 101, Pierrefonds	2010-01-15
PATRAC, Pierre	3775, rue Saint-Hubert, appartement 7, Montréal	2004-02-01
PICARD, Claude	6250, avenue Newman, Montréal	2008-01-20
SABOURIN, Marcel	509, rue Sainte-Madeleine, Montréal	2008-01-26
SHERIDAN, Lilliane	19, avenue Laurendeau, Montréal	2006-05-05

Avis de fin de liquidation

Conformément à l'article 700 du Code civil du Québec, le ministre du Revenu du Québec donne avis qu'il a terminé la liquidation des successions mentionnées ci-dessous. Tout héritier ou ayant droit peut faire valoir ses droits auprès du ministre dans les dix ans suivant la date où son droit s'est ouvert.

Nom	Domicile	Date du décès	Reliquat
BLAIS, Jeannette	7905, rue Sherbrooke Est, Montréal	2003-01-02	53 503,87\$
DEMERS, Jacques	1825, rue Sainte-Rose, appartement 1121, Montréal	2001-04-23	35 783,08\$
DORIS, Alice	2085, rue Guy, appartement 509, Montréal	2005-09-01	117 493,77\$
LAURION, Marie Mina	230, rue Principale, Saint-Ferdinand	2006-04-11	18 531,12\$
LEGAULT, Richard	100, 119 ^e Avenue, Saint-Jérôme	2004-08-16	800,00\$
LÉVESQUE, Michel	1565, boulevard De Maisonneuve, appartement 8, Montréal	2007-09-28	31 136,81\$
RIENDEAU, Marcel	66, boulevard René-Lévesque Est, Montréal	2004-03-11	2 145,46\$
ROYER, Roger	100, 9 ^e Rang Ouest, Granby	2006-06-02	15 915,92\$
ST-PIERRE, Réal	2363, chemin de Fertile Creek, Très-Saint-Sacrement	2005-11-14	13 335,56\$

Direction principale des biens non réclamés
500, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 10.00
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Téléphone : 1 866 840-6939
www.revenuquebec.ca